

DEUXIÈME TRIMESTRE

Rapport du deuxième trimestre
de l'exercice 2015 aux actionnaires

Pour nous, il n'existe pas
de marchés étrangers.^{MC}

Le Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2015 et une amélioration de 208 % du résultat net ajusté

Compte non tenu des éléments importants, résultat par action après dilution de 0,17 \$¹ au deuxième trimestre comparativement à 0,03 \$¹ il y a un an

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire)

TORONTO, le 5 novembre 2014 – Au deuxième trimestre de l'exercice 2015 clos le 30 septembre 2014, le Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord » ou la « Société »; TSX : CF, LSE : CF.) a généré des produits des activités ordinaires de 236,3 millions \$. Compte non tenu des éléments importants¹ (mesure non conforme aux IFRS), la Société a comptabilisé un résultat net de 20,7 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 17,1 millions \$ (0,17 \$ par action ordinaire après dilution). Compte tenu de tous les éléments de charges, selon les IFRS, la Société a comptabilisé un résultat net de 17,6 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 14,2 millions \$ (0,14 \$ par action ordinaire après dilution).

« Au cours de notre deuxième trimestre, nos activités mondiales de consultations ont dégagé de solides résultats et nos activités mondiales de gestion de patrimoine ont enregistré une croissance stable récurrente des produits des activités ordinaires, a déclaré Paul Reynolds, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. Bien que les données fondamentales de l'ensemble du marché aient eu des répercussions négatives sur les transactions et les activités de négociation au cours du trimestre, nos perspectives à plus long terme pour nos activités sur les marchés des capitaux sont stables et positives. »

Deuxième trimestre de l'exercice 2015 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2014

- Produits des activités ordinaires de 236,3 millions \$, en hausse de 53,0 millions \$, ou 29 %, par rapport à 183,3 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 207,4 millions \$, en hausse de 18 %, ou 32,0 millions \$, comparativement à 175,4 millions \$¹
- Charges de 211,3 millions \$, en hausse de 15 %, ou 27,0 millions \$, en regard de 184,3 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire (RPA) dilué de 0,17 \$, par rapport à 0,03 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 20,7 millions \$, contre 6,7 millions \$¹
- Résultat net de 17,6 millions \$, comparativement à une perte nette de 0,1 million \$
- RPA dilué de 0,14 \$, comparativement à (0,03) \$

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du deuxième trimestre	1	États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	30	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	33
Lettre aux actionnaires	5	États du résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	31	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	34
Rapport de gestion	7	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	32	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	35

Deuxième trimestre de l'exercice 2015 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

- Produits des activités ordinaires de 236,3 millions \$, en baisse de 9,3 millions \$, ou 4 %, par rapport à 245,6 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 207,4 millions \$, en baisse de 8,5 millions \$, ou 4 %, comparativement à 215,9 millions \$¹
- Charges de 211,3 millions \$, en baisse de 5 %, ou 11,0 millions \$, en regard de 222,3 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA dilué de 0,17 \$ par rapport à 0,20 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 20,7 millions \$, comparativement à un résultat net de 24,0 millions \$¹
- Résultat net de 17,6 millions \$, comparativement à un résultat net de 18,9 millions \$
- RPA dilué de 0,14 \$, par rapport à 0,15 \$

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014 (Semestre clos le 30 septembre 2014 par rapport au semestre clos le 30 septembre 2013)

- Produits des activités ordinaires de 481,8 millions \$, en hausse de 111,3 millions \$, ou 30 %, par rapport à 370,5 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 423,3 millions \$, en hausse de 21 %, ou 73,4 millions \$, comparativement à 349,9 millions \$¹
- Charges de 433,6 millions \$, en hausse de 20 %, ou 71,2 millions \$, en regard de 362,4 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA dilué de 0,37 \$ par rapport à 0,12 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 44,8 millions \$, comparativement à 18,5 millions \$¹
- Résultat net de 36,5 millions \$, comparativement à 7,8 millions \$
- RPA dilué de 0,29 \$, par rapport à 0,02 \$

Situation financière à la fin du deuxième trimestre de 2015 comparativement au quatrième trimestre de 2014

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 290,4 millions \$, en baisse de 73,9 millions \$ par rapport à 364,3 millions \$
- Fonds de roulement de 453,5 millions \$, en baisse de 15,9 millions \$ par rapport à 469,4 millions \$
- Total des capitaux propres de 1,14 milliard \$, en baisse de 26,9 millions \$ par rapport à 1,17 milliard \$
- Valeur comptable par action ordinaire, après dilution, de 8,90 \$, en baisse de 0,15 \$ en regard de 9,05 \$³
- Le 5 novembre 2014, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action ordinaire et un dividende exceptionnel de 0,05 \$ par action ordinaire payables le 10 décembre 2014 aux actionnaires inscrits le 21 novembre 2014.
- Le 5 novembre 2014, le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A et un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C, tous deux payables le 31 décembre 2014 aux actionnaires inscrits au 19 décembre 2014.

Sommaire des activités

NON SECTORIEL ET AUTRES

- Le 6 août 2014, la Société a tenu son assemblée générale annuelle des actionnaires de 2014, au cours de laquelle tous les administrateurs mis en candidature ont été réélus ou élus au conseil, y compris M^{me} Kalpana Desai à un poste d'administratrice indépendante, portant à neuf le nombre d'administrateurs siégeant au conseil, dont sept sont indépendants.
- Le 8 août 2014, la Société a annoncé le dépôt d'un avis de renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui permettra à la Société de racheter, à son gré, du 13 août 2014 au 12 août 2015, jusqu'à concurrence de 5 100 049 actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées représente 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours du T2/15, aucune action n'a été rachetée aux termes de l'OPRCNA. Au T1/15, 264 200 actions ont été rachetées et annulées aux termes de l'OPRCNA venue à échéance le 12 août 2014.

MARCHÉS DES CAPITAUX

- Au cours du T2/15, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour 35 transactions à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser 1,8 milliard \$ CA⁴.
- Canaccord Genuity a participé à 86 transactions à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 10,7 milliards \$ CA⁴ au cours du T2/15.
- Au T2/15, Canaccord Genuity a participé aux transactions de financement de sociétés importantes suivantes :
 - Une transaction de 640,0 millions \$ CA pour les actions ordinaires de Groupe de jeux Amaya inc. à la Bourse de Toronto
 - Un placement privé de 179,2 millions \$ US pour les actions privilégiées de Groupe de jeux Amaya inc. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 103,5 millions \$ CA pour The Intertain Group Limited à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 98,0 millions \$ AU pour Ashley Services Group Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 74,0 millions \$ AU pour Tiger Resources Group à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 56,0 millions £ pour Intelligent Energy Plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 52,0 millions \$ US pour Inventure Foods, Inc. au NASDAQ

- Une transaction de 41,0 millions £ pour Matomy Media Limited à la Bourse de Londres
- Une transaction de 39,6 millions \$ US pour BioAmber Inc. à la Bourse de New York
- Une transaction de 38,6 millions \$ CA pour WesternOne à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 30,7 millions \$ CA pour PRO REIT à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 30,2 millions \$ US pour Pure Multi-Family REIT à la Bourse de croissance TSX
- Une transaction de 30,0 millions \$ CA pour DataWind Inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 27,4 millions \$ CA pour Dalradian Resources à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 25,0 millions \$ CA pour Petro-Victory Energy Corp. à la Bourse de croissance TSX
- Une transaction de 23,0 millions \$ CA pour Terrace Energy Corp. à la Bourse de croissance TSX
- Au Canada, Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 210,7 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours du T2/15.
- Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation de 55,7 millions \$ au cours du T2/15, en hausse de 86 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T2/15, Canaccord Genuity a été conseiller dans le cadre des transactions de fusions et acquisitions et de consultations suivantes :
 - Conseiller de Groupe de jeux Amaya inc. dans le cadre de l'acquisition de Rational Group pour un montant de 4,9 milliards \$ US
 - Conseiller de Plan Group dans le cadre de sa vente à Bouygues SA
 - Conseiller de B2Gold Corp. dans le cadre de sa fusion avec Papillon Resources Limited
 - Conseiller de Medical Action Industries Inc. dans le cadre de son acquisition par Owens & Minor
 - Conseiller de Nordion Inc. dans le cadre de sa vente à Sterigenics International pour un montant de 826,0 millions \$ US
 - Conseiller de SOF Investments dans le cadre de la vente de Moneycorp à Bridgepoint pour un montant de 212,0 millions £
 - Conseiller de DHX Media Limited dans le cadre de son acquisition de Family Channel, Disney XD, Disney Junior (anglais) et Disney Junior (français)
 - Conseiller de Paperny Entertainment Inc. dans le cadre de sa vente à Entertainment One Limited
 - Conseiller de Exact Holdings dans le cadre de la cession de Longview Solutions à Marlin Equity Partners
 - Conseiller de TowerBrook Capital Partners dans le cadre de l'acquisition de Independent Clinical Services auprès de The Blackstone Group
 - Conseiller de Geodis SA dans le cadre de la vente de Ciblex à Eurotranspharma
 - Conseiller de Pteris Global Limited dans le cadre de la prise de contrôle inversée de Shenzhen CIMC-TianDa Airport Support Ltd. pour un montant de 151,2 millions \$ SG
 - Conseiller de TA Associates dans le cadre de la cession de MandM Direct pour un montant de 120,0 millions £
 - Conseiller de Regard Holdings Limited dans le cadre de sa cession par MML Capital Partners à Montreux Healthcare Funds et Macquarie Lending pour un montant de 120,0 millions £
 - Conseiller de OnMobile dans le cadre de la cession de VoxMobili SA à Synchronoss Technologies, Inc.
 - Conseiller de The Intertain Group Limited dans le cadre de son acquisition de Mandalay Media pour un montant de 45,0 millions £
 - Conseiller de Rathbones dans le cadre de l'acquisition des activités de négociation pour des particuliers et des organismes sans but lucratif de Jupiter Asset Management pour un montant de 43,1 millions £
 - Conseiller de PRO REIT dans le cadre de la vente d'unités de souscription à Lotus Crux REIT LP
 - Conseiller de Ultimo dans le cadre de sa cession à B2 Holding ASA

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 63,0 millions \$ au T2/15.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 31,7 milliards \$ à la fin du T2/15³.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 31,6 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, a comptabilisé une perte nette de 1,8 million \$ avant impôt au T2/15.
- Les actifs sous administration au Canada totalisaient 10,8 milliards \$ au 30 septembre 2014, en baisse de 2 % en regard de 11,0 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et en hausse de 14 % en regard de 9,4 milliards \$ à la fin du T2/14³.
- Les actifs sous administration au Canada (discrétionnaires) totalisaient 1,4 milliard \$ au 30 septembre 2014, en hausse de 10 % en regard de 1,3 milliard \$ à la fin du trimestre précédent et en hausse de 49 % en regard de 935 millions \$ à la fin du T2/14³.
- Au 30 septembre 2014, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 162 équipes de conseillers⁵, soit une de moins qu'aux 30 septembre 2013 et 30 juin 2014.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 29,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net de 4,6 millions \$ avant impôt au T2/15¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 20,4 milliards \$ (11,3 milliards £)³.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux IFRS » aux pages 4 et 8.

2) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

3) Se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux IFRS » aux pages 4 et 8.

4) Source : Transactions de plus de 1,5 million \$. Données de la Société.

5) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Les mesures non conformes aux IFRS présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. La valeur comptable par action ordinaire, après dilution, correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires, après dilution, en circulation et, depuis le T1/14, est ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'OPRCNA mais non encore annulées et du nombre estimatif de renonciations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte ensemble.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2014	2013	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2014	2013	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	236 271 \$	183 306 \$	28,9 %	481 827 \$	370 537 \$	30,0 %
Total des charges selon les IFRS	211 326	184 262	14,7 %	433 594	362 380	19,7 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 707	1 658	3,0 %	3 448	3 360	2,6 %
Frais de restructuration	—	5 486	(100,0) %	—	5 486	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 224	1 751	27,0 %	4 464	3 640	22,6 %
Frais de restructuration	—	—	—	783	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Frais de restructuration	—	—	—	1 600	—	négl.
Total des éléments importants	3 931	8 895	(55,8) %	10 295	12 486	(17,5) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	207 395	175 367	18,3 %	423 299	349 894	21,0 %
Résultat net avant impôt – ajusté	28 876 \$	7 939 \$	263,7 %	58 528 \$	20 643 \$	183,5 %
Impôt sur le résultat – ajusté	8 130	1 205	négl.	13 765	2 099	négl.
Résultat net – ajusté	20 746 \$	6 734 \$	208,1 %	44 763 \$	18 544 \$	141,4 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,19 \$	0,03 \$	négl.	0,40 \$	0,13 \$	207,7 %
Résultat par action ordinaire – dilué, ajusté	0,17 \$	0,03 \$	négl.	0,37 \$	0,12 \$	208,3 %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.
négl. : négligeable

Chers actionnaires,

Bien que nous maintenions notre confiance envers les solides données fondamentales des marchés boursiers mondiaux, nos résultats du deuxième trimestre ont été touchés par les attentes mondiales d'une correction des marchés, qui s'est concrétisée au début d'octobre. Les indices pour l'ensemble du marché ont inscrit de légères hausses au cours du trimestre, tandis que les titres des sociétés à petite et à moyenne capitalisation ont connu des moments difficiles, ce qui a mené à une diminution des transactions et des activités de négociation dans les secteurs axés sur la croissance.

Cet environnement d'exploitation a eu une incidence plus marquée sur nos activités aux États-Unis. Après avoir enregistré des gains pendant sept trimestres d'affilée, les actions américaines ont rapidement plongé en septembre. Les évaluations de la moitié supérieure des fourchettes historiques ont entraîné une diminution des occasions d'investissement intéressantes, ce qui a eu une incidence négative sur les activités de financement de sociétés et de négociation de la région. La valeur globale des offres de suivi dans nos principaux secteurs couverts aux États-Unis a reculé de 56 % par rapport au trimestre précédent.

Sur une note positive, Groupe Canaccord Genuity a enregistré des produits des activités ordinaires de 236,3 millions \$ pour le trimestre, une saine amélioration de 29 % d'un exercice à l'autre qui a donné lieu à un résultat par action ajusté de 0,17 \$, soit une hausse de 467 %. Nous attribuons ce résultat aux investissements que nous avons effectués pour diversifier nos sources de produits et améliorer nos capacités d'exécution transfrontalières.

Le fonds de roulement s'est accru de 18,4 millions \$, pour atteindre 453,5 millions \$ depuis le premier trimestre de l'exercice 2015. Sur une base ajustée, nos charges autres que de rémunération ont diminué de 4,6 % par rapport au dernier trimestre, comparativement à un recul de 3,7 % des produits des activités ordinaires pour la même période.

Hausse de 87 % d'un exercice à l'autre des honoraires de consultation à l'échelle mondiale

La baisse de la volatilité et des volumes a continué à soutenir les activités de fusions et acquisitions au cours du trimestre, et nous avons atteint d'excellents résultats en conseillant des sociétés de croissance du marché intermédiaire dans toutes les régions. Au deuxième trimestre, nos honoraires de consultation ont atteint 55,7 millions \$, soit une hausse de 87 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités canadiennes sont celles qui ont le plus contribué à cette hausse, et nos activités au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Asie-Pacifique ont aussi dégagé des honoraires de consultation se situant dans les fourchettes supérieures de leurs résultats trimestriels historiques.

Marchés des capitaux

Au cours du trimestre, Canaccord Genuity a participé à 86 transactions à l'échelle de la planète et a mobilisé un produit total de 10,7 milliards \$ CA. Comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, nos activités mondiales de financement de sociétés, portées par le rendement de nos activités canadiennes, ont inscrit une hausse de 63 % des produits des activités ordinaires au deuxième trimestre, attribuable en partie à notre rôle à titre de principal conseiller et de syndicaire de Groupe de jeux Amaya inc., la deuxième transaction en importance de l'histoire de la Société. De plus, nos activités en Asie-Pacifique ont continué d'afficher des augmentations significatives des commissions de financement de sociétés et de négociation.

Les investissements prévus pour le développement stratégique de nos activités de recherche, nos activités bancaires et nos activités liées aux titres à revenu fixe aux États-Unis ont fait croître nos charges d'environ 3 millions \$ pour le trimestre. Nous estimons que ces investissements contribueront significativement à la croissance de ces activités, puisqu'ils élargiront notre offre de services et amélioreront nos capacités d'exécution.

En octobre, la force et la qualité de nos activités en Australie ont été soulignées, puisqu'elles ont été le principal lauréat des East Coles Equities Markets Awards, remportant le Best Independent Equities House, le Best Independent Equity Capital Markets Bank et le Best Independent Equities Research House, et 13 de nos analystes occupant la tête du classement.

Également en octobre, notre équipe européenne a reçu le prix 2014 Corporate Financier of the Year lors des Unquote British Private Equity Awards, qui célèbrent l'innovation et l'excellence dans les secteurs des placements privés et du capital de risque.

Compensation de la volatilité des marchés des capitaux par les produits des activités ordinaires récurrents

Nous prévoyons qu'une augmentation des comptes à frais fixes et des comptes gérés de nos activités de gestion de patrimoine au Canada et au Royaume-Uni améliorera de manière importante nos sources de produits des activités ordinaires récurrents et réduira la volatilité de nos résultats. À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 63 millions \$ au deuxième trimestre et une hausse de 15,5 % des actifs sous administration et des actifs sous gestion par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont continué à montrer des signes d'amélioration, réduisant leur perte avant impôt à 1,8 million \$, une diminution de 66 % comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'attention constante portée à la transition aux comptes à frais fixes et aux comptes gérés a entraîné une hausse de 49 % d'un exercice à l'autre des actifs sous gestion. Grâce à un recrutement ciblé, nous avons attiré un nombre croissant de conseillers ayant des portefeuilles bien établis et des feuilles de route éprouvées pour ce qui est de l'excellence du service à la clientèle.

Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont aussi affiché une amélioration constante, affichant une hausse des actifs sous gestion, qui se sont établis à 20,4 milliards \$, et des produits tirés des honoraires record représentant 68,5 % du total des produits des activités ordinaires pour le trimestre.

Engagement envers nos collectivités

Une autre mesure importante de notre succès est notre capacité à contribuer positivement aux collectivités au sein desquelles nous exerçons nos activités. Au cours du trimestre, nous avons organisé la deuxième Canaccord Genuity Great Camp Adventure Walk annuelle au profit du Hospital for Sick Children. Un total de 1,8 million \$ a été amassé pour l'amélioration de la santé et du bien-être des enfants de partout dans le monde.

Le 13 octobre, notre équipe des marchés des capitaux aux États-Unis a organisé le Trading Day for Kids, au profit de Youth, I.N.C. Grâce aux commissions tirées des transactions sur des actions, des transactions en ligne et des transactions d'options pour compte de tiers désignées, l'équipe a recueilli 850 000 \$, portant notre contribution sur trois ans à un peu plus de 2,75 millions \$.

Perspectives

Nous prévoyons qu'à court terme, la conjoncture actuelle du marché posera un défi pour nos activités sur les marchés des capitaux, mais nos perspectives à long terme pour les marchés boursiers sont stables et positives. Bien que nos prévisions macroéconomiques pour le reste de l'exercice soient d'un optimisme prudent, notre potentiel d'affaires est solide et diversifié.

Pour notre division mondiale des marchés des capitaux, nos priorités sont d'accroître les contributions tirées des nouveaux produits, comme les conseils en matière d'emprunts et de restructuration, et de tirer profit des capacités d'embauches stratégiques pour être concurrentiels sur le marché national et soutenir notre collaboration transfrontalière.

Pour ce qui est de notre division mondiale de gestion de patrimoine, nous continuerons à mettre l'accent sur la croissance de notre part de comptes à frais fixes et de comptes gérés discrétionnaires et à saisir activement les occasions d'accroître notre présence au Royaume-Uni et en Europe. Le lancement imminent de notre produit de gestion d'actifs exclusif, Stratégie de portefeuille mondiale de Canaccord Genuity, devrait diversifier nos sources de produits des activités ordinaires récurrents en attirant de nouveaux clients pour nos activités de gestion de patrimoine au Canada et solidifier l'engagement auprès de nos clients existants. Cette gamme unique de portefeuilles a été conçue pour répondre à la demande croissante de solutions de placement visant à fournir des rendements stables assortis d'un risque minimal en ciblant une volatilité limitée.

Nous avons travaillé fort pour améliorer notre position concurrentielle et renforcer davantage notre marque dans les régions que nous avons ciblées pour la croissance. Alors que nous amorçons le second semestre de notre exercice, nous continuerons de saisir les occasions de croissance interne et maintiendrons notre culture de compression des coûts. Nous adopterons une approche disciplinée d'investissement dans des secteurs clés de nos activités avec pour objectif de mieux servir nos clients et de créer de la valeur à long terme pour nos actionnaires.

Cordialement,

Le président et chef de la direction,

« Paul D. Reynolds »

PAUL D. REYNOLDS

Rapport de gestion

Deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2015 clos le 30 septembre 2014 – ce document est daté du 5 novembre 2014.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord » ou la « Société ») vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2014 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, le trimestre clos le 30 septembre 2014 est aussi désigné par les termes « deuxième trimestre de 2015 », « T2/15 » et « deuxième trimestre de l'exercice 2015 ». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2014, qui commencent à la page 30 du présent rapport, la notice annuelle datée du 10 juin 2014 et le rapport de gestion annuel de 2014, y compris les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2014 (« états financiers consolidés annuels audités »), qui se trouvent dans le rapport annuel de la Société daté du 3 juin 2014 (« rapport annuel de 2014 »). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2014, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de la Société. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2014 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2015 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2014 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2014 (les « états financiers du deuxième trimestre de 2015 ») qui ont été dressés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers du deuxième trimestre de 2015 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2014, sauf en ce qui a trait aux nouvelles normes adoptées, tel qu'il est indiqué à la note 3 des états financiers du deuxième trimestre de 2015.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG – Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants pour ces fins comprennent les frais de restructuration, l'amortissement des immobilisations incorporelles et les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui englobent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte ensemble.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity Inc. exploite des bureaux dans 10 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Irlande, à Hong Kong, en Chine, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est inscrit à la Bourse de Toronto sous le symbole « CF » et au marché principal de la Bourse de Londres sous le symbole « CF. ». Les actions privilégiées de série A de Canaccord sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Nos activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, bien que les économies américaine et canadienne se soient généralement améliorées, le reste du monde semblait être à la traîne des marchés nord-américains. La croissance en Europe s'est rapidement essoufflée, et la région lutte contre la déflation, la dernière lecture de l'indice des prix à la consommation (IPC) se situant à 0,3 %. Plus encore, l'Allemagne, moteur de croissance de la région, est sous pression, et la contraction de divers indicateurs du sentiment des entreprises suggère que l'économie a ralenti davantage dans la deuxième moitié de l'année civile 2014. Ailleurs, la croissance en Chine décélère elle aussi, le rythme d'accroissement de la production industrielle (6,9 %) étant à son plus bas depuis la récession mondiale de 2008-2009. Parallèlement, le PIB du Japon s'est contracté de 1,8 % sous l'effet de l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au printemps dernier. Dans l'ensemble, les préoccupations relatives à la croissance mondiale s'attisent alors que les banques centrales évaluent l'incidence d'une récente mesure de relance avant d'introduire de nouvelles mesures. Le programme d'achat d'actifs de la Réserve fédérale américaine (mesures d'assouplissement quantitatif) tire à sa fin; cependant, la banque centrale a rappelé aux investisseurs que le rétablissement des taux d'intérêt se fera avec prudence, c'est-à-dire qu'il dépendra de la force du dollar américain et de la performance des économies à l'extérieur des États-Unis. Par conséquent, les investisseurs ont réduit leurs attentes à l'égard d'une première hausse des taux d'intérêt à l'automne de la prochaine année civile. En somme, les conditions monétaires à l'échelle mondiale, jumelées aux prix moins élevés des produits de base, demeurent très accommodantes et jouent un rôle d'amortisseur en fournissant une protection contre le risque de baisse aux marchés développés et aux marchés émergents.

Au cours du T2/15, les rendements des actions mondiales ont grandement varié d'un pays à l'autre et selon la capitalisation boursière. Une économie mondiale plus faible, jumelée à une forte appréciation du dollar américain, a miné l'appétit pour le risque des investisseurs, particulièrement dans des marchés sensibles aux prix des produits de base comme le Canada, où le S&P/TSX a glissé de 1,2 %. En outre, les actions de sociétés à petite capitalisation, qui sont plus fortement pondérées dans le secteur des ressources, ont chuté de 10 %. Le S&P 500 a grimpé de 0,6 %, mais ce rendement cache un net sous-rendement des titres de sociétés à petite capitalisation, l'indice Russell 2000 ayant dégingolé de 7,7 %. Parmi les produits de base, les prix de l'énergie ont été particulièrement touchés en raison des pertes de 13,1 % et de 16,3 % enregistrées respectivement par les prix du pétrole et du gaz naturel. Une bonne partie de l'incertitude demeure en ce qui a trait à l'offre et à la demande mondiale pour du pétrole et, pour la première fois depuis de nombreuses années, les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) semblent vouloir défendre leur part de marché face aux producteurs américains et russes. Ailleurs, les métaux de base comme le cuivre (+3,0 %) ont relativement bien fait malgré le ralentissement en Chine, mais l'or (-3,2 %) n'a pas réagi aux tensions financières et économiques accrues découlant de l'incidence désastreuse de l'appréciation du dollar américain.

Nous ne nous attendons pas à ce que la croissance économique mondiale soit significative d'ici la fin de l'année civile. Néanmoins, en raison des initiatives de relance entreprises à l'échelle mondiale, le risque de baisse est plus limité. Nous croyons que la chute des prix des produits de base pourrait modérer l'inflation dans les marchés émergents, ce qui permettrait aux banques centrales de ces pays d'abaisser les taux et de stimuler l'économie. Nous espérons qu'une meilleure coordination grâce aux mesures de relance monétaire et fiscale à l'échelle mondiale mènera au bout du compte à une croissance économique synchronisée. Cependant, tout au long de cette transition, les marchés devraient être fébriles, et l'appétit pour le risque des investisseurs devrait continuer de dépendre en grande partie de la croissance économique réelle. Bien qu'il puisse s'agir d'un contexte plus difficile pour nos activités sur les marchés des capitaux à court terme, sauf en Europe, qui représente seulement 5 % de la croissance du PIB mondial, nous croyons qu'il est peu probable que nous assistions à une récession économique. Par conséquent, d'après nous, l'abondance des liquidités soutiendra la demande d'actifs plus risqués, particulièrement alors que les rendements attendus des autres catégories d'actifs ne font pas toujours le poids.

DONNÉES SUR LE MARCHÉ

Les valeurs de financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX ont nettement reculé par rapport au trimestre précédent, mais ont fortement augmenté par rapport au cumul de l'exercice précédent. Les valeurs de financement au NASDAQ ont enregistré une baisse par rapport au trimestre précédent et au cumul de l'exercice précédent, tandis que celles à l'AIM ont grandement diminué par rapport au trimestre précédent, mais légèrement augmenté par rapport au cumul de l'exercice précédent.

VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	T2/15	Variation par rapport au T2/14	Variation par rapport au T1/15
Bourse de Toronto et Bourse de croissance (en milliards \$ CA)	5,2	3,0	6,8	15,0	68,5 %	(11,8) %
AIM (en milliards £)	0,3	0,3	0,2	0,8	14,3 %	(57,9) %
NASDAQ (en milliards \$ US)	5,0	2,2	5,5	12,7	(21,1) %	(54,6) %

Sources : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

ACTIVITÉS DU GROUPE CANACCORD GENUITY

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients. Le secteur administratif de la société est désigné sous le nom de non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

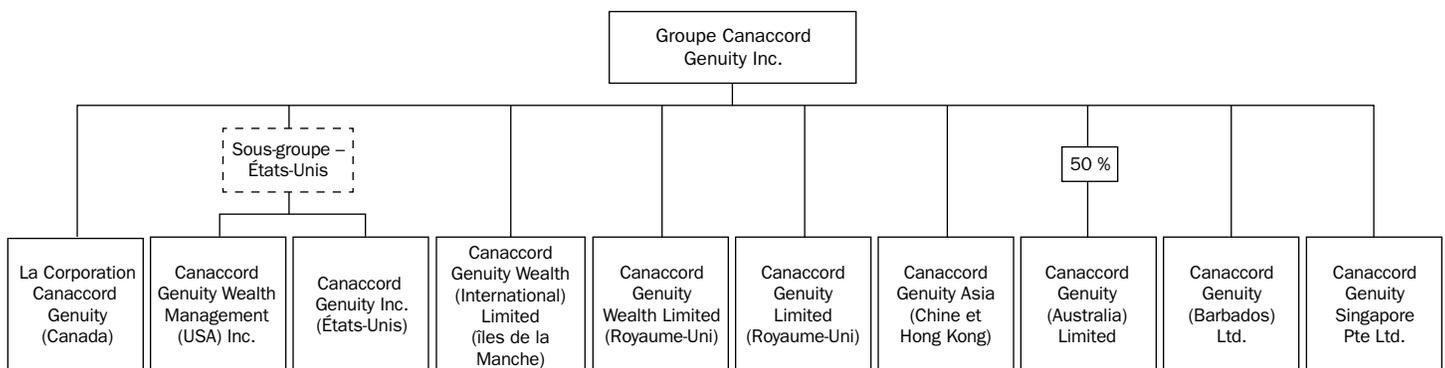
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et outre-mer (aux îles de la Manche et à l'île de Man).

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Canaccord Genuity, désigné sous le nom de non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation du groupe Canaccord Genuity.

Résultats d'exploitation consolidés

SOMMAIRE DES DONNÉES DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE DE 2015^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			Variation – cumul de l'exercice 2015 par rapport au cumul de l'exercice 2014
	2014	2013	2012	Variation – T2/15 par rapport au T2/14	2014	2013	2012	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	86 240 \$	81 832 \$	87 525 \$	5,4 %	181 066 \$	171 867 \$	176 272 \$	5,4 %
Financement de sociétés	66 289	40 283	37 961	64,6 %	153 661	72 116	66 622	113,1 %
Honoraires de consultation	55 741	29 894	28 571	86,5 %	88 435	65 799	54 197	34,4 %
Négociation à titre de contrepartiste	17 708	18 883	17 109	(6,2) %	37 984	38 423	24 956	(1,1) %
Intérêts	5 902	6 132	6 758	(3,8) %	12 206	12 937	15 150	(5,7) %
Divers	4 391	6 282	8 675	(30,1) %	8 475	9 395	11 951	(9,8) %
Total des produits des activités ordinaires	236 271	183 306	186 599	28,9 %	481 827	370 537	349 148	30,0 %
Charges								
Rémunération au rendement	119 389	87 511	94 514	36,4 %	241 726	173 836	179 290	39,1 %
Charges salariales	20 268	21 506	21 417	(5,8) %	42 801	44 616	44 615	(4,1) %
Autres charges indirectes ³	71 669	69 759	68 829	2,7 %	146 684	138 442	147 903	6,0 %
Frais de restructuration ⁴	—	5 486	18 862	(100,0) %	2 383	5 486	18 862	(56,6) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	1 288	—	—	—	1 288	—
Total des charges	211 326	184 262	204 910	14,7 %	433 594	362 380	391 958	19,7 %
Résultat avant impôt sur le résultat	24 945	(956)	(18 311)	négl.	48 233	8 157	(42 810)	négl.
Résultat net	17 614 \$	(80) \$	(14 841) \$	négl.	36 483 \$	7 803 \$	(35 463) \$	négl.
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	17 109 \$	(383) \$	(14 562) \$	négl.	35 190 \$	8 358 \$	(34 529) \$	négl.
Participations ne donnant pas le contrôle	505 \$	303 \$	(279) \$	66,6 %	1 293 \$	(555) \$	(934) \$	négl.
Résultat par action ordinaire – dilué	0,14 \$	(0,03) \$	(0,19) \$	négl.	0,29 \$	0,02 \$	(0,43) \$	négl.
Rendement des capitaux propres attribuables								
aux actionnaires ordinaires (RCP)	6,1 %	(1,5) %	(8,3) %	7,6 p.p.	6,3 %	0,6 %	(9,4) %	5,7 p.p.
Dividendes par action ordinaire	0,10 \$	0,05 \$	0,05 \$	100,0 %	0,15 \$	0,10 \$	0,10 \$	50,0 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁵	8,90 \$	8,00 \$	7,61 \$	11,3 %				
Total de l'actif	4 719 202 \$	4 245 682 \$	5 102 481 \$	11,2 %				
Total du passif	3 562 261 \$	3 150 694 \$	4 052 592 \$	13,1 %				
Participations ne donnant pas le contrôle	15 130 \$	12 375 \$	16 047 \$	22,3 %				
Total des capitaux propres des actionnaires	1 141 811 \$	1 082 613 \$	1 033 842 \$	5,5 %				
Nombre d'employés	2 018	2 012	2 215	0,03 %				
Compte non tenu des éléments importants⁶								
Total des charges	207 395 \$	175 367 \$	179 710 \$	18,3 %	423 299 \$	349 894 \$	361 387 \$	21,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat	28 876	7 939	6 889	263,7 %	58 528	20 643	(12 239)	183,5 %
Résultat net	20 746	6 734	5 907	208,1 %	44 763	18 544	(10 388)	141,4 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	19 986	6 192	5 864	222,8 %	42 949	18 606	(10 195)	130,8 %
Participations ne donnant pas le contrôle	760	542	43	40,2 %	1 814	(62)	(193)	négl.
Résultat par action ordinaire – dilué	0,17	0,03	0,03	négl.	0,37	0,12	(0,17)	208,3 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont également inclus.

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Comprennent les frais de restructuration se rapportant à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres ainsi qu'à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Les frais de restructuration des exercices 2014 et 2013 comprennent principalement des charges engagées relativement à la restructuration de nos activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, de même que certains frais immobiliers, certains frais liés à la fermeture de bureaux et les coûts liés à la restructuration de nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

5) La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires, après dilution, en circulation et, depuis l'exercice 2014, est ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte de l'incidence de l'impôt sur les ajustements découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

négl. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2014	2013		2014	2013	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	236 271 \$	183 306 \$	28,9 %	481 827 \$	370 537 \$	30,0 %
Total des charges selon les IFRS	211 326	184 262	14,7 %	433 594	362 380	19,7 %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>						
<i>Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 707	1 658	3,0 %	3 448	3 360	2,6 %
Frais de restructuration	—	5 486	(100,0) %	—	5 486	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>						
<i>Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 224	1 751	27,0 %	4 464	3 640	22,6 %
Frais de restructuration	—	—	—	783	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur</i>						
<i>Non sectoriel et autres</i>						
Frais de restructuration	—	—	—	1 600	—	négl.
Total des éléments importants	3 931	8 895	(55,8) %	10 295	12 486	(17,5) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	207 395	175 367	18,3 %	423 299	349 894	21,0 %
Résultat net avant impôt – ajusté	28 876 \$	7 939 \$	263,7 %	58 528 \$	20 643 \$	183,5 %
Impôt sur le résultat – ajusté	8 130	1 205	négl.	13 765	2 099	négl.
Résultat net – ajusté	20 746 \$	6 734 \$	208,1 %	44 763 \$	18 544 \$	141,4 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,19 \$	0,03 \$	négl.	0,40 \$	0,13 \$	207,7 %
Résultat par action ordinaire – dilué, ajusté	0,17 \$	0,03 \$	négl.	0,37 \$	0,12 \$	208,3 %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.
négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Au T2/15, la livre sterling et le dollar américain se sont respectivement appréciés d'environ 12 % et 5 % par rapport au dollar canadien comparativement au T2/14 et d'environ 14 % et 6 % pour le semestre clos le 30 septembre 2014 par rapport au semestre clos le 30 septembre 2013. Cette appréciation a contribué à la hausse de certains postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement à la période correspondante précédente et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

Produits des activités ordinaires

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 ont atteint 236,3 millions \$, en hausse de 28,9 %, ou 53,0 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Toutes nos régions ont dégagé des produits des activités ordinaires supérieurs à ceux du T2/14, sauf nos activités aux États-Unis, dont les produits des activités ordinaires ont subi un déclin de 7,5 %.

La vigueur de nos activités mondiales et nos sources de produits diversifiées sont les principaux responsables de nos solides produits des activités ordinaires au T2/15, mais l'incidence du change a également contribué en partie à la hausse des produits des activités ordinaires par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, comme il en a déjà été question ci-dessus.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. S'établissant à 86,2 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 4,4 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions et des honoraires du secteur Canaccord Genuity ont diminué de 3,8 millions \$ comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en raison du ralentissement des activités de transactions institutionnelles. Toutefois, cette diminution a été plus que compensée par la hausse du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de 4,4 millions \$ au Canada et de 3,7 millions \$ au Royaume-Uni et en Europe.

Au T2/15, les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de 26,0 millions \$, ou 64,6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 66,3 millions \$. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont inscrit une hausse importante de 27,7 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés qui s'explique en grande partie par la conclusion de la transaction de Groupe de jeux Amaya au cours du trimestre. Les activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe ont toutes enregistré un recul des produits tirés du financement de sociétés en raison de la baisse des activités de financement. Les activités de la Société de la région Autres établissements à l'étranger, qui incluent les activités de l'Australie, de Singapour, de la Chine, de Hong Kong et de la Barbade, ont aussi contribué à hauteur de 1,1 million \$ à la hausse globale des produits tirés du financement de sociétés, du fait essentiellement de la croissance continue de nos activités sur les marchés des capitaux en Australie.

Les honoraires de consultation se sont établis à 55,7 millions \$, soit une hausse de 25,8 millions \$, ou 86,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des honoraires de consultation est le fait de l'intensification des activités dans toutes nos régions. Les honoraires de consultation de nos activités aux États-Unis se sont accrus de 4,9 millions \$. De plus, les honoraires de consultation des marchés des capitaux au Canada ont progressé de 102,0 % et ceux de nos activités au Royaume-Uni et en Europe, de 53,5 %. Les transactions importantes suivantes ont été conclues au cours du trimestre : Groupe de jeux Amaya (Canada), B2Gold Corp (Canada) et Medical Action Industries (États-Unis).

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 17,7 millions \$ au T2/15, soit un recul de 1,2 million \$ par rapport à ceux de 18,9 millions \$ générés au T2/14. Une baisse de 1,4 million \$ au Royaume-Uni et en Europe a été légèrement compensée par une hausse de 0,2 million \$ aux États-Unis.

Les produits d'intérêts se sont élevés à 5,9 millions \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, ce qui représente un léger recul par rapport à ceux de 6,1 millions \$ inscrits au T2/14. Les autres produits se sont chiffrés à 4,4 millions \$ pour le T2/15, une diminution de 1,9 million \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement des profits de change plus bas comptabilisés au T2/15.

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014

Les produits des activités ordinaires pour le semestre clos le 30 septembre 2014 se sont établis à 481,8 millions \$, une hausse de 30,0 %, ou 111,3 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par une augmentation de 81,5 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés et de 22,6 millions \$ des honoraires de consultation.

Les commissions et les honoraires se sont chiffrés à 181,1 millions \$, soit une hausse de 5,4 % comparativement à ceux du semestre clos le 30 septembre 2013.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont plus que doublé par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, passant de 72,1 millions \$ à 153,7 millions \$. Les produits tirés du financement de sociétés ont progressé dans toutes les régions, ce qui démontre la vigueur de nos activités mondiales et la hausse des activités par les sociétés émettrices.

Les honoraires de consultation de 88,4 millions \$ représentent une augmentation de 34,4 %, ou 22,6 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'expansion des activités sur les marchés des capitaux au Canada, qui ont contribué à cette hausse à hauteur de 22,5 millions \$. Deux importantes transactions de consultation conclues au cours du semestre clos le 30 septembre 2014 sont celle de Yamana Gold et de Corporation Minière Osisko et celle de Groupe de jeux Amaya.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 38,0 millions \$, soit une légère diminution de 0,4 million \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts ont reculé de 0,7 million \$, ce qui est en grande partie imputable à une réduction de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord. Les autres produits ont affiché une baisse de 0,9 million \$ au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, pour se chiffrer à 8,5 millions \$, ce qui est attribuable à une diminution des profits de change comptabilisés au cours de la période considérée.

Charges

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, les charges ont été de 211,3 millions \$, soit 27,1 millions \$, ou 14,7 %, de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 11,1 points de pourcentage par rapport au T2/14.

Comme il en a déjà été question plus haut, l'incidence de l'appréciation de monnaies étrangères par rapport au dollar canadien entre le T2/14 et le T2/15 a contribué en partie à la hausse des charges globales, puisque les résultats d'exploitation des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au moyen des cours de change en vigueur au cours de la période applicable.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2014	2013	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2014	2013	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Rémunération au rendement	50,5 %	47,7 %	2,8 p.p.	50,2 %	46,9 %	3,3 p.p.
Charges salariales	8,6 %	11,8 %	(3,2) p.p.	8,9 %	12,1 %	(3,2) p.p.
Autres charges indirectes ¹	30,3 %	38,0 %	(7,7) p.p.	30,4 %	37,3 %	(6,9) p.p.
Frais de restructuration	—	3,0 %	(3,0) p.p.	0,5 %	1,5 %	(1,0) p.p.
Total	89,4 %	100,5 %	(11,1) p.p.	90,0 %	97,8 %	(7,8) p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 119,4 millions \$, une hausse de 36,4 % comparativement à celle du T2/14, ce qui s'explique par l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement au cours de la période. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,8 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2014, pour s'établir à 50,5 %. Cette augmentation est en grande partie imputable à la charge de rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions en pourcentage des produits des activités ordinaires plus élevée qui s'explique par la progression du résultat et de la rémunération fondée sur le bénéfice qui s'y rapporte, et à certaines mesures de croissance aux États-Unis. Les charges salariales ont diminué de 1,2 million \$ pour se chiffrer à 20,3 millions \$ au T2/15, en raison partiellement de la comptabilisation de certains coûts de rémunération du Royaume-Uni à titre de charge de rémunération au rendement plutôt que comme charges salariales. La hausse du ratio de la rémunération au rendement et de la baisse des charges salariales se sont traduites par une légère baisse du ratio de la charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales), qui est passé de 59,5 % au T2/14 à 59,1 % au T2/15.

La charge globale de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions en pourcentage des produits des activités ordinaires n'a presque pas varié, affichant un léger recul, passant de 4,4 % au T2/14 à 4,3 % au T2/15. Au Canada, la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions a diminué au T2/15 comparativement au T2/14, mais cette diminution a été en partie annulée par des hausses des activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe, ce qui a été contrebalancé par une augmentation des attributions d'actions temporairement inaccessibles en vertu de notre régime d'intéressement à long terme aux membres du personnel du Royaume-Uni et de l'Europe et des États-Unis en raison de la croissance dans ces régions.

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014

Pour le semestre clos le 30 septembre 2014, la charge de rémunération au rendement a été de 241,7 millions \$, en hausse de 39,1 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement au cours de la période. La charge de rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires s'est élevée à 50,2 %, une hausse de 3,3 points de pourcentage par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison en grande partie de la progression du résultat et de la rémunération fondée sur le bénéfice qui s'y rapporte, tel qu'il est décrit ci-dessus, et de certaines initiatives de croissance aux États-Unis.

Les charges salariales se sont élevées à 42,8 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2014, soit 1,8 million \$, ou 4,1 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison partiellement de la comptabilisation de certains coûts de rémunération du Royaume-Uni à titre de charge de rémunération au rendement plutôt que comme charges salariales. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a été de 59,1 %, soit pratiquement inchangée en regard de 59,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2014	2013	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2014	2013	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Frais de négociation	12 775 \$	10 336 \$	23,6 %	25 409 \$	22 303 \$	13,9 %
Locaux et matériel	10 080	9 823	2,6 %	20 113	19 158	5,0 %
Communications et technologie	12 901	11 406	13,1 %	24 418	21 930	11,3 %
Intérêts	2 977	4 063	(26,7) %	7 232	8 706	(16,9) %
Frais d'administration	21 836	20 440	6,8 %	45 905	41 263	11,2 %
Amortissement ¹	7 475	6 020	24,2 %	14 847	12 581	18,0 %
Frais de développement	3 625	7 671	(52,7) %	8 760	12 501	(29,9) %
Total des autres charges indirectes	71 669 \$	69 759 \$	2,7 %	146 684 \$	138 442 \$	6,0 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Les charges indirectes du deuxième trimestre de l'exercice 2015 s'élevaient à 71,7 millions \$, soit 1,9 million \$, ou 2,7 %, de plus qu'au T2/14. Le total des charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires a chuté de 7,8 points de pourcentage par rapport au T2/14.

La hausse des frais de négociation de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada a contribué à l'augmentation de 2,4 millions \$ des frais de négociation par rapport au T2/14. Les frais liés aux communications et à la technologie se sont accrus de 1,5 million \$, en partie en raison de l'expansion du groupe Revenu fixe aux États-Unis. Les frais liés aux communications et à la technologie de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont aussi inscrit une hausse de 0,6 million \$ afin de soutenir la croissance des affaires.

La charge d'intérêts a diminué de 1,1 million \$, principalement en raison du ralentissement des activités de notre groupe Revenu fixe au Canada.

Les frais d'administration, qui englobent la charge liée aux réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, se sont accrus de 1,4 million \$ par rapport au T2/14, du fait principalement de la hausse des frais de promotion et de déplacement et des honoraires professionnels engagés par suite de l'intensification des activités commerciales et de l'accroissement de l'effectif de nos activités aux États-Unis.

La dotation aux amortissements a augmenté de 1,5 million \$, ce qui s'explique en partie par l'amortissement d'aménagements des locaux loués effectués au Royaume-Uni pour y rénover nos locaux.

Les frais de développement ont diminué de 4,0 millions \$ par rapport au T2/14, ce qui est essentiellement attribuable à la réduction des primes de recrutement de nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014

Pour le semestre clos le 30 septembre 2014, les autres charges indirectes ont été de 146,7 millions \$, soit 8,2 millions \$, ou 6,0 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des frais de négociation, des frais liés aux communications et à la technologie, des frais d'administration et de la dotation aux amortissements a été partiellement contrebalancée par la diminution des charges d'intérêts et des frais de développement.

Les frais de négociation ont augmenté de 3,1 millions \$, ou 13,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance des activités de négociation aux États-Unis et au Canada. Les frais liés aux communications et à la technologie ont enregistré une hausse de 2,5 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2014, pour se chiffrer à 24,4 millions \$, ce qui est principalement attribuable aux augmentations aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe pour y soutenir la croissance des affaires.

Les frais d'administration se sont accrus de 4,6 millions \$, puisque la Société a engagé des frais de promotion et de déplacement plus élevés au Canada et aux États-Unis du fait de l'intensification des activités au cours du semestre clos le 30 septembre 2014. La hausse de 2,3 millions \$ de la dotation aux amortissements est en partie attribuable à l'amortissement d'aménagements des locaux loués effectués au Royaume-Uni dont il est question plus haut. De plus, la dotation aux amortissements liée aux immobilisations incorporelles de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe a augmenté de 0,9 million \$ en raison du raffermissement de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Les frais de développement ont diminué de 3,7 millions \$, ce qui s'explique essentiellement par les primes de recrutement moins élevées de nos activités au Royaume-Uni et en Europe. Les charges d'intérêts ont affiché une baisse de 1,5 million \$ au cours de la période, du fait d'un ralentissement des activités de notre groupe Revenu fixe au Canada, en partie contrebalancé par des hausses aux États-Unis.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, la Société a également comptabilisé des frais de restructuration de 2,4 millions \$ liés au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et au secteur Non sectoriel et autres relativement à la fermeture de notre bureau de Genève et à certains changements à la haute direction au Canada.

Résultat net

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le résultat net pour le T2/15 s'est établi à 17,6 millions \$, comparativement à une perte nette de 0,1 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action (RPA) dilué était de 0,14 \$ au T2/15, comparativement à une perte diluée par action de 0,03 \$ au T2/14. L'augmentation du résultat net est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par la plupart de nos segments d'exploitation de toutes les régions du fait de l'amélioration des conditions du marché et des avantages procurés par notre plateforme mondiale. Au T2/15, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires ont aussi diminué de 10,8 points de pourcentage par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à l'attention soutenue accordée aux synergies de coûts et aux gains d'efficacité.

Compte non tenu des éléments importants¹, qui se composent de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des frais de restructuration, le résultat net du T2/15 s'est établi à 20,7 millions \$, comparativement à 6,7 millions \$ au T2/14. Le RPA dilué, compte non tenu des éléments importants¹, a atteint 0,17 \$ au T2/15, contre 0,03 \$ au T2/14. Compte non tenu des éléments importants¹, notre résultat net en pourcentage des produits des activités ordinaires (marge bénéficiaire avant impôt) a progressé de 7,9 points de pourcentage au T2/15 comparativement au T2/14.

Le taux d'impôt effectif pour le T2/15 s'établissait à 29,4 %, comparativement à un taux de recouvrement effectif de 91,6 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'impôt au T2/15 a été touché par les différences temporaires non comptabilisées auparavant par certaines filiales à l'extérieur du Canada.

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014

Le résultat net pour le semestre clos le 30 septembre 2014 a été de 36,5 millions \$, comparativement à 7,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA dilué a été de 0,29 \$, comparativement à 0,02 \$ un an auparavant. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net s'est établi à 44,8 millions \$ et le RPA dilué, à 0,37 \$, comparativement à un RPA dilué de 0,12 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2014, le résultat net a augmenté de 28,7 millions \$ comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait des raisons évoquées ci-dessus. En outre, des frais de restructuration de 5,5 millions \$ ont été engagés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, comparativement à des frais de restructuration de 2,4 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2014.

L'impôt sur le résultat a été de 11,8 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2014, reflétant un taux d'imposition effectif de 24,4 % depuis le début de l'exercice, comparativement à un impôt sur le résultat de 0,4 million \$ et à un taux de recouvrement effectif de 4,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif est principalement imputable à l'utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées lors des exercices précédents par certaines filiales à l'extérieur du Canada.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

CANACCORD GENUITY^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2014	2013	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2014	2013	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	170 615 \$	126 691 \$	34,7 %	349 860 \$	257 897 \$	35,7 %
Charges						
Rémunération au rendement	88 677	64 639	37,2 %	181 248	126 976	42,7 %
Charges salariales	6 025	8 594	(29,9) %	12 955	17 530	(26,1) %
Autres charges indirectes	47 257	46 165	2,4 %	97 532	91 903	6,1 %
Frais de restructuration	—	5 486	(100,0) %	—	5 486	(100,0) %
Total des charges	141 959	124 884	13,7 %	291 735	241 895	20,6 %
Imputations intersectorielles ³	3 392	1 833	85,1 %	6 091	4 136	47,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	25 264 \$	(26) \$	négl.	52 034 \$	11 866 \$	négl.
Nombre d'employés	986	975	1,1 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	140 252 \$	117 740 \$	19,1 %	288 287 \$	233 049 \$	23,7 %
Imputations intersectorielles ³	3 392	1 833	85,1 %	6 091	4 136	47,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	26 971	7 118	278,9 %	55 482	20 712	167,9 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée et est incluse dans le secteur Canaccord Genuity.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

négl. : négligeable

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans d'autres établissements à l'étranger. Canaccord Genuity exploite 20 établissements dans 10 pays à l'échelle mondiale.

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2014	2013	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2014	2013	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	40,4 %	24,7 %	15,7 p.p.	36,3 %	24,9 %	11,4 p.p.
Royaume-Uni et Europe	28,7 %	33,9 %	(5,2) p.p.	26,8 %	32,3 %	(5,5) p.p.
États-Unis	23,8 %	34,7 %	(10,9) p.p.	29,4 %	37,6 %	(8,2) p.p.
Autres établissements à l'étranger	7,1 %	6,7 %	0,4 p.p.	7,5 %	5,2 %	2,3 p.p.
	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Produits des activités ordinaires

En raison de l'amélioration des conditions du marché et des efforts soutenus de la Société visant l'intégration mondiale de nos équipes des marchés des capitaux, Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 170,6 millions \$ au T2/15, soit 43,9 millions \$, ou 34,7 %, de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont également généré des produits des activités ordinaires beaucoup plus élevés, soit 68,9 millions \$ au T2/15 ou une hausse de 120,4 % comparativement au T2/14. Nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont continué d'afficher de bons résultats, les produits des activités ordinaires s'étant accrus de 13,9 % par rapport au T2/14. Les produits tirés des autres établissements à l'étranger ont inscrit une hausse de 3,6 millions \$, pour s'établir à 12,1 millions \$ au T2/15, ce qui s'explique surtout par la croissance continue de nos activités en Australie. Ces hausses ont été contrebalancées par un recul des produits des activités ordinaires aux États-Unis, qui ont diminué de 3,3 millions \$ par rapport au T2/14 en raison d'un ralentissement des activités sur les marchés.

Charges

Au T2/15, les charges se sont établies à 142,0 millions \$, en hausse de 13,7 %, ou 17,1 millions \$ comparativement au T2/14. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a chuté de 15,5 points de pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Rémunération au rendement et charges salariales

Au T2/15, la charge de rémunération au rendement a grimpé de 24,0 millions \$, ou 37,2 %, par rapport au T2/14, sous l'effet de la croissance des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement, en pourcentage du total des produits des activités ordinaires, a augmenté de 1,0 point de pourcentage par rapport au T2/14, pour s'établir à 52,0 %. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 55,5 %, une hausse de 2,3 points de pourcentage par rapport au T2/14.

La charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions de nos activités au Canada était moins élevée au T2/15 comparativement au T2/14, donnant lieu à une diminution de 5,1 points de pourcentage du ratio de rémunération totale. Au T2/15, nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont enregistré une dotation aux amortissements plus élevée relativement à la rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions qui a entraîné une augmentation de 0,4 point de pourcentage de la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires par rapport au T2/14. Nos activités aux États-Unis ont enregistré une hausse de 1,9 point de pourcentage du ratio de rémunération totale en raison de la baisse des produits des activités ordinaires ainsi que de la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions plus élevée. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires de notre secteur Autres établissements à l'étranger a reculé, passant de 66,4 % à 63,6 %, ce qui s'explique par une croissance des produits des activités ordinaires.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2014	2013		2014	2013	
Canada	49,1 %	54,2 %	(5,1) p.p.	50,6 %	50,5 %	0,1 p.p.
Royaume-Uni et Europe	59,0 %	58,6 %	0,4 p.p.	59,3 %	56,9 %	2,4 p.p.
États-Unis	59,8 %	57,9 %	1,9 p.p.	55,6 %	55,9 %	(0,3) p.p.
Autres établissements à l'étranger	63,6 %	66,4 %	(2,8) p.p.	65,6 %	78,7 %	(13,1) p.p.
Canaccord Genuity (total)	55,5 %	57,8 %	(2,3) p.p.	55,5 %	56,0 %	(0,5) p.p.

p.p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Le total des charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ pour le T2/15 s'est établi à 47,3 millions \$, une hausse de 1,1 million \$ par rapport au T2/14. Les variations les plus importantes des charges indirectes comprennent une hausse de 2,2 millions \$ des frais de négociation, de 1,6 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie et de 0,7 million \$ des frais d'administration, qui a été en partie contrebalancée par une diminution de 3,1 millions \$ des frais de développement et de 1,1 million \$ des charges d'intérêts. Le total des charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a chuté de 8,4 points de pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'augmentation des volumes de négociation des activités de placement pour compte au Canada et des frais d'exécution et de règlement liés aux activités de négociation internationales aux États-Unis explique la hausse des frais de négociation de 2,2 millions \$. La hausse de 1,6 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie au T2/15 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement imputable à l'expansion de nos activités aux États-Unis.

Au T2/15, les frais d'administration se sont élevés à 12,8 millions \$, soit 0,7 million \$, ou 5,8 %, de plus qu'au T2/14. Les frais de promotion et de déplacement représentent la hausse la plus importante aux États-Unis et ont été engagés en raison de l'accroissement de l'effectif et de certaines initiatives de croissance, notamment le développement et l'expansion continus des activités liés aux titres à revenu fixe au T2/15.

Au T2/15, les frais de développement ont diminué de 3,1 millions \$ par rapport au T2/14, ce qui est essentiellement attribuable à la réduction des primes de recrutement au Royaume-Uni et en Europe.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées pour le trimestre, a été de 25,3 millions \$, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, de 0,1 million \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat a augmenté, passant de 7,1 millions \$ au T2/14 à 27,0 millions \$ au T2/15. Cette augmentation du résultat avant impôt sur le résultat est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires dans la plupart des régions combinée à nos efforts constants de compression des coûts.

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014*Produits des activités ordinaires*

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity pour le semestre clos le 30 septembre 2014 se sont établis à 349,9 millions \$, une hausse de 92,0 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont augmenté dans toutes les régions, mais plus particulièrement au Canada, où ils ont progressé de 98,1 %, ou 62,9 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni et en Europe et aux États-Unis se sont aussi accrus de respectivement 12,3 % et 6,2 %, ce qui s'explique par l'amélioration de la conjoncture du marché et l'accroissement des activités des entreprises dans nos secteurs clés dans ces régions. Notre secteur Autres établissements à l'étranger a généré des produits des activités ordinaires de 26,1 millions \$, ce qui représente une hausse de 95,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014, ce qui est principalement attribuable à l'amélioration du rendement de nos activités en Australie.

Charges

Les charges du semestre clos le 30 septembre 2014 se sont chiffrées à 291,7 millions \$, une augmentation de 20,6 %, ou 49,8 millions \$, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a chuté de 10,4 points de pourcentage par rapport au premier semestre de l'exercice 2014.

Rémunération au rendement et charges salariales

La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,6 points de pourcentage pour le semestre clos le 30 septembre 2014, passant à 51,8 %. L'augmentation de la charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires est principalement attribuable à la hausse de la charge de rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions en raison de la progression du résultat et de la rémunération fondée sur le bénéfice qui s'y rapporte et les coûts de rémunération liés à certaines initiatives de croissance aux États-Unis. De plus, la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une augmentation des attributions d'actions temporairement incessibles en vertu de notre régime d'intéressement à long terme pour soutenir la croissance dans ces deux régions.

Autres charges indirectes

Comme il en a déjà été question, la Société a engagé des frais de négociation, des frais liés aux communications et à la technologie et des frais d'administration plus élevés au cours du semestre clos le 30 septembre 2014 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par une diminution des charges d'intérêts et des frais de développement.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont inscrit une hausse de 2,4 millions \$, ou 17,3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe. Les frais d'administration se sont accrus de 3,0 millions \$, du fait principalement de la hausse des frais de promotion et de déplacement au Canada et aux États-Unis. L'augmentation des volumes de négociation des activités de placement pour compte au Canada et des frais d'exécution et de règlement liés aux activités de négociation internationales aux États-Unis a contribué à l'augmentation de 3,0 millions \$ des frais de négociation par rapport au semestre clos le 30 septembre 2013.

La charge d'intérêts a aussi diminué de 1,4 million \$, principalement en raison du ralentissement des activités du groupe Revenu fixe au Canada.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, des frais de restructuration de 5,5 millions \$ ont été engagés qui se rapportaient essentiellement à la restructuration des activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, de même que certains frais liés à la fermeture de bureaux.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 septembre 2014 a été de 52,0 millions \$, une hausse de 40,2 millions \$, comparativement à 11,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat s'explique par l'amélioration enregistrée sur les marchés, qui a entraîné une hausse des produits des activités ordinaires dans toutes les régions, ainsi que par les efforts soutenus de réduction des coûts. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 septembre 2014 a été de 55,5 millions \$, une hausse de 34,8 millions \$ comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2014	2013	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2014	2013	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	31 637 \$	24 413 \$	29,6 %	63 993 \$	51 255 \$	24,9 %
Charges						
Rémunération au rendement	15 709	12 605	24,6 %	32 466	25 689	26,4 %
Charges salariales	2 887	2 644	9,2 %	6 150	6 419	(4,2) %
Autres charges indirectes	9 936	11 128	(10,7) %	20 267	21 435	(5,4) %
Total des charges	28 532	26 377	8,2 %	58 883	53 543	10,0 %
Imputations intersectorielles ²	4 870	3 182	53,0 %	9 147	7 990	14,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(1 765) \$	(5 146) \$	65,7 %	(4 037) \$	(10 278) \$	60,7 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ³	1 391	935	48,8 %			
AUA – Canada ⁴	10 757	9 427	14,1 %			
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	162	163	(0,6) %			
Nombre d'employés	412	430	(4,2) %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	28 532 \$	26 377 \$	8,2 %	58 883 \$	53 543 \$	10,0 %
Imputations intersectorielles ²	4 870	3 182	53,0 %	9 147	7 990	14,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(1 765)	(5 146)	65,7 %	(4 037)	(10 278)	60,7 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions et des honoraires.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 31,6 millions \$, une hausse de 7,2 millions \$, ou 29,6 %, en grande partie attribuable à l'amélioration de la conjoncture des marchés.

Au 30 septembre 2014, les ASA au Canada avaient augmenté de 14,1 %, pour atteindre 10,8 milliards \$, contre 9,4 milliards \$ au 30 septembre 2013, ce qui reflète l'amélioration de la conjoncture des marchés dont il est question ci-dessus. Les ASG au Canada se sont accrus de 48,8 % par rapport au T2/14 en raison de l'attention constante portée à la nouvelle stratégie privilégiant les comptes assortis d'honoraires et les comptes gérés au détriment des comptes classiques à la commission. On comptait 162 équipes de conseillers au Canada, soit une de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord en pourcentage des produits des activités ordinaires ont chuté de 1,5 point de pourcentage par rapport au T2/14 et représentaient 34,3 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au deuxième trimestre de l'exercice 2015.

Au T2/15, les charges se sont chiffrées à 28,5 millions \$, une hausse de 8,2 %, ou 2,2 millions \$, par rapport au T2/14. Elles ont été engagées pour soutenir la croissance des produits des activités ordinaires. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 17,9 points de pourcentage par rapport au T2/14. La principale raison de la hausse globale des charges a été l'augmentation de 3,1 millions \$ de la charge de rémunération au rendement, qui s'est accrue de 15,7 millions \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, ce qui est cohérent avec la progression des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Cette augmentation de la charge de rémunération au rendement a été en partie compensée par la diminution de 1,2 million \$ des charges autres que de rémunération comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète les efforts accrus pour maîtriser les coûts et gérer les dépenses. Au T2/15, le total de la charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,7 points de pourcentage, pour s'établir à 58,8 %, contre 62,5 % au T2/14, ce qui s'explique par les efforts soutenus de surveillance de la structure de rémunération dans ce secteur d'exploitation.

Les charges autres que de rémunération reflètent une diminution de 0,8 million \$ des frais de négociation comparativement au T2/14. Une réduction des primes de recrutement au T2/15 a également entraîné un recul des frais de développement de 0,6 million \$. Le reste des autres charges indirectes n'a pas varié de manière importante par rapport au T2/14.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 1,8 million \$ au T2/15, comparativement à 5,1 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'amélioration de la conjoncture économique au Canada, conjuguée aux mesures de réduction des coûts de la Société, s'est traduite par une baisse de la perte avant impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 30 septembre 2014.

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont atteint 64,0 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2014, une hausse de 12,7 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges du semestre clos le 30 septembre 2014 se sont chiffrées à 58,9 millions \$, une augmentation de 5,3 millions \$, ou 10,0 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent.

Une hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement a conduit à une croissance de 6,8 millions \$ de la charge de rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,3 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent du fait de la hausse des produits des activités ordinaires.

Grâce aux initiatives de réduction des coûts, les frais de développement ont diminué de 0,9 million \$, les frais de négociation, de 0,8 million \$ et les frais liés aux communications et à la technologie, de 0,4 million \$. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 12,4 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 4,0 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2015, comparativement à 10,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les efforts soutenus de surveillance des coûts de la Société et l'implantation de mesures de réduction des coûts se sont traduits par une baisse de la perte avant impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 septembre 2014 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2014	2013		2014	2013	
Produits des activités ordinaires	29 786 \$	25 830 \$	15,3 %	59 914 \$	52 808 \$	13,5 %
Charges						
Rémunération au rendement	10 671	9 132	16,9 %	21 486	19 119	12,4 %
Charges salariales	4 567	3 559	28,3 %	9 168	6 565	39,6 %
Autres charges indirectes	11 020	9 451	16,6 %	21 767	18 584	17,1 %
Frais de restructuration	—	—	—	783	—	négl.
Total des charges	26 258	22 142	18,6 %	53 204	44 268	20,2 %
Imputations intersectorielles ²	1 105	1 880	(41,2) %	2 220	3 513	(36,8) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	2 423 \$	1 808 \$	34,0 %	4 490 \$	5 027 \$	(10,7) %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	20 420	17 655	15,7 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	113	115	(1,7) %			
Nombre d'employés	305	287	6,3 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	24 034 \$	20 391 \$	17,9 %	47 957 \$	40 628 \$	18,0 %
Imputations intersectorielles ²	1 105	1 880	(41,2) %	2 220	3 513	(36,8) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	4 647	3 559	30,6 %	9 737	8 667	12,3 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société, qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.
négl. : négligeable

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions de marché. Pour le T2/15, les produits des activités ordinaires ont atteint 29,8 millions \$, une hausse de 15,3 % par rapport à ceux du T2/14.

Au 30 septembre 2014, les ASG au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 20,4 milliards \$. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Europe représentaient 68,5 % du total des produits des activités ordinaires de cette région au T2/15. Comme il a déjà été mentionné, ces activités affichent une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement est passée de 9,1 millions \$ au T2/14 à 10,7 millions \$, soit une hausse de 1,5 million \$. Les charges salariales ont augmenté de 1,0 million \$, en raison principalement de la comptabilisation comme charges salariales de certains coûts qui étaient auparavant comptabilisés comme frais imputés de Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (marchés des capitaux). Le total de la charge de rémunération (rémunération au rendement plus charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,0 points de pourcentage, soit de 49,2 % au T2/14 à 51,2 % au T2/15.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont monté de 0,5 million \$, passant à 1,3 million \$ au T2/15 en raison en partie de la relocalisation de nos activités de gestion de patrimoine dans un autre établissement à Londres, au Royaume-Uni.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 2,4 millions \$, comparativement à 1,8 million \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique par les produits des activités ordinaires plus élevés comptabilisés au cours de la période considérée. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 4,6 millions \$, une hausse de 1,0 million \$ comparativement 3,6 millions \$ au T2/14.

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014

Les produits des activités ordinaires provenant de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 59,9 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2014, une hausse de 7,1 millions \$, ou 13,5 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges du semestre clos le 30 septembre 2014 se sont chiffrées à 53,2 millions \$, une augmentation de 8,9 millions \$, ou 20,2 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 septembre 2014, la charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est accrue de 2,5 points de pourcentage, pour s'établir à 51,2 %, ce qui s'explique par la comptabilisation comme charges salariales de certains coûts qui étaient auparavant comptabilisés comme frais imputés de Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (marchés des capitaux). Il y a aussi eu une augmentation de 1,0 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel en raison en partie de la relocalisation à Londres, au Royaume-Uni, comme il en a déjà été question plus haut.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 0,8 million \$ qui se rapportaient à la fermeture de notre bureau de Genève.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 4,5 millions \$, comparativement à 5,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par les éléments importants comptabilisés au cours de la période considérée. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles et les frais de restructuration, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 9,7 millions \$, une hausse comparativement à celui de 8,7 millions \$ comptabilisé à la période correspondante de l'exercice précédent.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2014	2013	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2014	2013	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	4 233 \$	6 372 \$	(33,6) %	8 060 \$	8 577 \$	(6,0) %
Charges						
Rémunération au rendement	4 332	1 135	281,7 %	6 526	2 052	218,0 %
Charges salariales	6 789	6 709	1,2 %	14 528	14 102	3,0 %
Autres charges indirectes	3 456	3 015	14,6 %	7 118	6 520	9,2 %
Frais de restructuration	—	—	—	1 600	—	négl.
Total des charges	14 577	10 859	34,2 %	29 772	22 674	31,3 %
Imputations intersectorielles ²	(9 367)	(6 895)	(35,9) %	(17 458)	(15 639)	(11,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(977) \$	2 408 \$	(140,6) %	(4 254) \$	1 542 \$	négl.
Nombre d'employés	315	320	(1,6) %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Total des charges	14 577 \$	10 859 \$	34,2 %	28 172 \$	22 674 \$	24,2 %
Imputations intersectorielles ²	(9 367)	(6 895)	(35,9) %	(17 458)	(15 639)	(11,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(977)	2 408	(140,6) %	(2 654)	1 542	(272,1) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

négl. : négligeable

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 se sont chiffrés à 4,2 millions \$, une diminution de 33,6 %, ou 2,1 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation s'explique surtout par les profits de change connexes moins élevés comptabilisés au T2/15.

Au T2/15, les charges ont augmenté de 3,7 millions \$, ou 34,2 %, pour s'établir à 14,6 millions \$, en raison en grande partie de la charge de rémunération au rendement plus élevée découlant de la rentabilité accrue du Groupe.

Le recouvrement des frais de négociation pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 a diminué de 0,7 million \$. Les autres charges indirectes sont demeurées relativement inchangées par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 1,0 million \$, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 2,4 millions \$ pour la période correspondante il y a un an.

Cumul de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de 2014

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 8,1 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2014, soit un léger recul de 0,5 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une diminution des profits de change comptabilisés au cours de la période considérée.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2014, les charges ont été de 29,8 millions \$, soit 7,1 millions \$ de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse globale des charges est essentiellement attribuable à l'augmentation de 4,5 millions \$ de la charge de rémunération au rendement découlant de la hausse de la rentabilité du Groupe et de la hausse de la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions. Les frais d'administration ont augmenté de 0,7 million \$ en raison du recouvrement de certaines charges comptabilisées au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. En outre, la Société a également comptabilisé des frais de restructuration de 1,6 million \$ relativement à certains changements à la haute direction au Canada au cours du semestre clos le 30 septembre 2014.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 4,3 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2015, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 1,5 million \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 2,7 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2014, comparativement à 1,5 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats trimestriels

Les facteurs saisonniers n'ont pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans le marché à l'échelle mondiale. La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque la transaction est pratiquement conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord Genuity.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 30 septembre 2014. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2015		Exercice 2014				Exercice 2013	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits des activités ordinaires								
Canaccord Genuity	170 615 \$	179 245 \$	186 659 \$	171 234 \$	126 691 \$	131 206 \$	153 997 \$	165 625 \$
Gestion de patrimoine								
Canaccord Genuity :								
Amérique du Nord	31 637	32 356	32 016	27 719	24 413	26 842	32 223	35 051
Royaume-Uni et Europe	29 786	30 128	33 220	27 018	25 830	26 978	26 706	24 792
Non sectoriel et autres	4 233	3 827	1 853	4 988	6 372	2 205	5 045	4 535
Total des produits des activités ordinaires	236 271 \$	245 556 \$	253 748 \$	230 959 \$	183 306 \$	187 231 \$	217 971 \$	230 003 \$
Résultat net	17 614	18 869	25 920	18 334	(80)	7 883	6 424	10 264
Résultat par action ordinaire – de base	0,16 \$	0,16 \$	0,24 \$	0,15 \$	(0,03) \$	0,06 \$	0,04 \$	0,09 \$
Résultat par action ordinaire – dilué	0,14 \$	0,15 \$	0,22 \$	0,14 \$	(0,03) \$	0,06 \$	0,04 \$	0,08 \$

Nos résultats trimestriels du T2/15 continuent de montrer une tendance et une allure positives qui se sont mises en place vers le second semestre de l'exercice 2014. Grâce à la stabilisation de l'activité sur les marchés et aux synergies découlant de nos acquisitions, nos activités dans toutes les régions ont montré un meilleur rendement depuis quelques trimestres. La division Canaccord Genuity (marchés des capitaux) a gagné en vigueur grâce à son acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), comme le montre le solide rendement de nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe. Au T3/14, nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont dégagé des produits des activités ordinaires record, tandis que les produits tirés du financement de sociétés et de la négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis ont généralement suivi une tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres pour atteindre un niveau record au T4/14. Compte tenu de la baisse des activités sur les marchés, les activités aux États-Unis ont enregistré une baisse des produits des activités ordinaires au cours du T2/15 en regard du trimestre précédent. Au Canada, la conjoncture difficile des marchés a eu une incidence sur notre division des marchés des capitaux, tout particulièrement dans le secteur des ressources, et, par conséquent, nous n'avons pas pu maintenir les mêmes produits des activités ordinaires qu'à l'exercice 2013, surtout les honoraires de consultation. Toutefois, à partir du premier trimestre de l'exercice 2015, les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity au Canada ont commencé à montrer des signes d'amélioration, en augmentant de 35,1 % par rapport au T4/14. Les produits des activités ordinaires du T2/15 se sont encore accrus de 18,4 %, comparativement à ceux du T1/15, pour s'établir à 68,9 millions \$, ce qui représente les produits des activités ordinaires les plus élevés générés au cours d'un trimestre depuis le T4/13. L'importante croissance des produits des activités ordinaires s'explique surtout par la conclusion de deux transactions notables au cours du premier semestre de l'exercice 2015. Les produits des activités ordinaires de nos autres établissements à l'étranger ont aussi augmenté de 32,1 % par rapport au T4/14, ce qui s'explique surtout par les rendements de plus en plus solides de nos activités en Australie.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont suivi une tendance à la baisse entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013 en raison du recul des volumes de négociation. Cependant, les produits des activités ordinaires ont augmenté de manière constante depuis quelques trimestres. Les produits des activités ordinaires du T2/15 ont augmenté de 29,6 %, comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui reflète une amélioration des conditions du marché. Les actifs sous gestion des activités de gestion de patrimoine au Canada ont également connu une augmentation de 48,8 % par rapport à ceux du T2/14, pour atteindre 1,4 milliard \$, une bonne indication de la croissance de nos comptes gérés et de nos comptes à frais fixes.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ont poursuivi leur croissance constante. Les produits tirés des honoraires de cette division ont aussi augmenté de manière constante. Ils se sont établis à 68,5 % au T2/15, une hausse de 1,9 point de pourcentage par rapport à ceux du trimestre précédent. Les actifs sous gestion de ce groupe ont aussi progressé au cours des huit derniers trimestres, totalisant 20,4 milliards \$ à la fin du T2/15.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien ainsi que par la chute du volume des affaires des activités de services de courtage de correspondance.

Frais intersectoriels imputés

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement étaient inclus dans les frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité ont enregistré les variations décrites ci-dessous par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 290,4 millions \$ au 30 septembre 2014, contre 364,3 millions \$ au 31 mars 2014. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 25.

Les titres détenus s'établissaient à 1,0 milliard \$ au 30 septembre 2014, par rapport à 1,1 milliard \$ au 31 mars 2014, en raison d'une baisse des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients s'élevaient à 2,7 milliards \$ au 30 septembre 2014, en comparaison de 2,8 milliards \$ au 31 mars 2014; cette baisse s'explique surtout par une diminution des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Le goodwill atteignait 510,4 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 130,4 millions \$ au 30 septembre 2014, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de The Balloch Group, de CSHP, d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited, des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. et de l'acquisition de certains actifs de Kenosis Capital Partners. Au 31 mars 2014, le goodwill s'établissait à 514,9 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 131,7 millions \$. La baisse des immobilisations incorporelles est surtout attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles, porté en diminution de la hausse des coûts incorporés relativement au développement de systèmes.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, se sont établis à 67,5 millions \$ au 30 septembre 2014, comparativement à 74,7 millions \$ au 31 mars 2014.

PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 septembre 2014, la Société disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 719,5 millions \$ (720,8 millions \$ au 31 mars 2014). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2014 et au 31 mars 2014, la Société n'avait pas de dette bancaire.

Les titres vendus à découvert s'élevaient à 777,2 millions \$ au 30 septembre 2014, contre 913,9 millions \$ au 31 mars 2014, en raison principalement d'une diminution des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,8 milliards \$ au 30 septembre 2014, en baisse comparativement à 2,9 milliards \$ au 31 mars 2014, en raison essentiellement d'une diminution des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, s'élevaient à 28,7 millions \$ au 30 septembre 2014, en comparaison de 28,9 millions \$ au 31 mars 2014.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 15,1 millions \$ au 30 septembre 2014, en comparaison de 14,9 millions \$ au 31 mars 2014, ce qui représente 50 % de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Au 30 septembre 2014, une filiale de la Société avait une lettre de crédit de soutien irrévocable garantie auprès d'une institution financière totalisant 1,0 million \$ (0,9 million \$ US) (0,9 million \$ (0,9 million \$ US) au 31 mars 2014) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et à New York.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Le 30 septembre 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 290,4 millions \$, en baisse de 73,9 millions \$ par rapport à 364,3 millions \$ au 31 mars 2014. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, un montant de 69,2 millions \$ a été affecté aux activités de financement, en raison essentiellement des dividendes versés, des actions ordinaires acquises dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT) ainsi que du rachat d'actions aux fins d'annulation. Un montant de 8,8 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de matériel et l'aménagement des locaux loués et les immobilisations incorporelles. Un montant de 3,6 millions \$ a été tiré des activités d'exploitation, essentiellement par suite des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une augmentation de 0,5 million \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont augmenté de 53,8 millions \$, comparativement à ceux du semestre clos le 30 septembre 2013, en raison des fonds supplémentaires utilisés pour l'acquisition d'actions ordinaires pour le régime d'intéressement à long terme. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont reculé de 2,5 millions \$, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout du placement dans Canadian First Financial Holdings Limited au cours de l'exercice précédent, contrebalancé par l'acquisition d'immobilisations incorporelles au cours de l'exercice considéré. Le résultat net plus élevé et les variations du fonds de roulement ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation de 113,6 millions \$. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont reculé de 69,8 millions \$, passant de 360,2 millions \$ au 30 septembre 2013 à 290,4 millions \$ au 30 septembre 2014.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions de marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 30 septembre 2014 :

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2016	Exercice 2017 – Exercice 2018	Exercice 2019 – Exercice 2020	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	175 437 \$	33 060 \$	53 129 \$	36 816 \$	52 432 \$

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 30 septembre	
	2014	2013
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	91 104 336	93 951 272
Nombre d'actions émises et en circulation ²	102 163 377	102 519 742
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	105 193 694	109 603 592
Nombre d'actions émises et en circulation – de base	91 943 163	94 622 479
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	100 990 686	103 363 909

1) Exclut 3 683 613 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 7 375 428 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 3 683 613 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 7 375 428 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 4 595 801 actions, ajusté pour tenir compte du nombre estimatif de renonciations.

Le 5 août 2014, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 13 août 2014 au 12 août 2015, jusqu'à concurrence de 5 100 049 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être achetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2014 et le 30 septembre 2014, 264 200 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, puis annulées.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

Les achats effectués aux termes de l'OPRCNA actuelle ont commencé le 13 août 2014 et se poursuivront pendant un an (jusqu'au 12 août 2015) à la discrétion de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto et aux conditions de négociation en vertu de la réglementation de l'Union européenne sur le rachat et la stabilisation, les rachats quotidiens sont limités à 77 383 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à a) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2014 à juillet 2014, ou, si ce montant est inférieur, à b) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours du mois de juillet 2014). Pour se conformer à ses exigences réglementaires au Canada et au Royaume-Uni, la Société publiera un communiqué de presse au plus tard à la fin de la septième séance boursière quotidienne suivant la date d'exécution des achats.

Au 4 novembre 2014, 102 267 738 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Régimes de paiements fondés sur des actions

Aucune autre mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiements fondés sur des actions, comme il est mentionné dans le rapport annuel de 2014.

Centre financier international

La Société est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (anciennement connu sous le nom de International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux du Québec*. Ainsi, le taux d'impôt global de la Société est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Instruments financiers

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 30 septembre 2014, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 17,3 millions \$, une augmentation de 10,8 millions \$ par rapport au 30 septembre 2013. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains ont diminué de 18,5 millions \$ depuis un an avec un notionnel de 4,3 millions \$ US. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Singapour, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Les activités canadiennes de la Société ont aussi une position acheteur nette sur les livres sterling de 2,5 millions £, à un cours moyen de 1,81 (\$ CA/£) et dont la date d'échéance est le 31 octobre 2014. Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Les activités canadiennes de la Société sont partie à la négociation de contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2014, le notional des contrats à terme standardisés sur obligations en position vendeur en cours s'établissait à 0,3 million \$ (néant au 31 mars 2014).

Les activités canadiennes de la Société négocient également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2014, le notional des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à 4,3 millions \$ (3,8 millions \$ US) (néant au 31 mars 2014).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des filiales agissant à titre de contrepartistes et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 20 des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2014.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, le régime incitatif de CSH et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des unités d'actions différées (UAD).

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Dettes fournisseurs et charges à payer	336 \$	4 769 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 ont été dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

La préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les comptes qui nécessitent des estimations significatives incluent les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé associés aux pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers et les provisions.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. En raison des incertitudes économiques persistantes, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée de toutes les unités génératrices de trésorerie (UGT) applicables ont fait l'objet de tests de dépréciation intermédiaires en date du 30 septembre 2014.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT sont déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie approuvées par la haute direction. Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque unité génératrice de trésorerie, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans à compter de la fin de la période intermédiaire considérée, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chaque UGT se situe entre 12,5 % et 20,0 % (entre 12,5 % et 20,0 % au 31 mars 2014). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chaque UGT reposent sur les hypothèses de la direction et, pour la période de cinq ans commençant le 30 septembre 2015, elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés allant de 9,0 % à 15,0 % (de 9,0 % à 15,0 % au 31 mars 2014) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation.

Se reporter à la note 7 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le semestre clos le 30 septembre 2014 pour de plus amples renseignements sur les hypothèses clés utilisées dans le cadre de tests de dépréciation intermédiaires du 30 septembre 2014 à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée.

À l'exception des « Modifications des méthodes comptables » décrites ci-dessous, les principales méthodes comptables et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015 et sont présentées dans notre rapport annuel 2014 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

Modifications des méthodes comptables

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, aucune modification importante n'a été apportée aux méthodes comptables énoncées à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de 2014, à l'exception des nouvelles norme et interprétation suivantes, qui ont été adoptées et ont pris effet en date du 1^{er} avril 2014 :

IAS 32, COMPENSATION D'ACTIFS FINANCIERS ET DE PASSIFS FINANCIERS (IAS 32)

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 32 visant à clarifier les exigences pour la compensation des instruments financiers et à remédier au manque d'uniformité, dans la pratique courante, dans l'application des critères de compensation de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. Les modifications, qui doivent être appliquées de manière rétrospective, entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, et l'application anticipée est permise. La Société a adopté l'IAS 32 en date du 1^{er} avril 2014, ce qui n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

INTERNATIONAL FINANCIAL REPORTING INTERPRETATIONS COMMITTEE (IFRIC) 21, DROITS OU TAXES

En mai 2013, l'IASB a publié une nouvelle interprétation de l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui donne des directives sur le moment où il faut comptabiliser un passif au titre des droits ou des taxes imposés par un gouvernement, tant pour les droits et les taxes comptabilisés selon l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, que pour ceux dont l'échéance et le montant sont certains. Cette interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 de manière rétrospective. La Société a adopté l'IFRIC 21 en date du 1^{er} avril 2014, ce qui n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2014, à l'exception de ce qui suit. La Société évalue actuellement l'incidence de ces changements sur ses états financiers consolidés et s'il faut adopter de nouvelles exigences de manière anticipée.

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS (IFRS 9)

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, réunissant ainsi les phases de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et toutes les versions précédentes de l'IFRS 9.

L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est permise.

Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR

D'après l'évaluation en date du 31 mars 2014, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures sur l'information à fournir étaient efficaces selon le Règlement 52-109. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, il n'y a eu aucun changement qui pourrait avoir une incidence importante, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur les contrôles et procédures à l'égard de l'information à fournir.

CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2014. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement, tel qu'il est défini par le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours du semestre clos le 30 septembre 2014 qui a eu une incidence importante, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Politique en matière de dividendes

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 5 novembre 2014, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action ordinaire et un dividende exceptionnel de 0,05 \$ par action ordinaire payables le 10 décembre 2014 aux actionnaires ordinaires inscrits le 21 novembre 2014; un dividende de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2014 aux actionnaires privilégiés inscrits le 19 décembre 2014; un dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2014 aux actionnaires privilégiés inscrits le 19 décembre 2014.

Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de la Société sont de par leur nature soumis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des produits de base, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de la Société. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de la Société comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de la Société. La Société est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent des volumes de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de la Société sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Singapour, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour la Société beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 22 des états financiers consolidés annuels audités de la Société de l'exercice 2014.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Renseignements supplémentaires

Un rapport détaillé sur les activités de la Société, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2014 de la Société, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse <http://www.Canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx>, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2014	31 mars 2014
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		290 403 \$	364 296 \$
Titres détenus	4	1 041 320	1 143 201
Créances clients	6	2 679 165	2 785 898
Impôt sur le résultat à recevoir		3 022	3 983
Total des actifs courants		4 013 910	4 297 378
Actifs d'impôt différé		9 366	9 735
Placements		9 920	9 977
Matériel et aménagements des locaux loués		45 240	50 975
Immobilisations incorporelles	7	130 386	131 650
Goodwill	7	510 380	514 907
		4 719 202 \$	5 014 622 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Titres vendus à découvert	4	777 237 \$	913 913 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	6, 13	2 746 842	2 877 933
Provisions	15	9 509	10 334
Impôt sur le résultat à payer		11 774	10 822
Dettes subordonnée		15 000	15 000
Total des passifs courants		3 560 362	3 828 002
Passifs d'impôt différé		1 899	3 028
		3 562 261	3 831 030
Capitaux propres des actionnaires			
Actions privilégiées	9	205 641	205 641
Actions ordinaires	10	615 491	653 189
Surplus d'apport		78 290	74 037
Résultats non distribués		163 377	144 799
Cumul des autres éléments du résultat global		79 012	91 014
Total des capitaux propres des actionnaires		1 141 811	1 168 680
Participations ne donnant pas le contrôle		15 130	14 912
Total des capitaux propres		1 156 941	1 183 592
		4 719 202 \$	5 014 622 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,

« Paul D. Reynolds »

« Terrence A. Lyons »

PAUL D. REYNOLDS
AdministrateurTERRENCE A. LYONS
Administrateur

États du résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
		30 septembre 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions et honoraires		86 240 \$	81 832 \$	181 066 \$	171 867 \$
Financement de sociétés		66 289	40 283	153 661	72 116
Honoraires de consultation		55 741	29 894	88 435	65 799
Négociation à titre de contrepartiste		17 708	18 883	37 984	38 423
Intérêts		5 902	6 132	12 206	12 937
Divers		4 391	6 282	8 475	9 395
		236 271	183 306	481 827	370 537
CHARGES					
Rémunération au rendement		119 389	87 511	241 726	173 836
Charges salariales		20 268	21 506	42 801	44 616
Frais de négociation		12 775	10 336	25 409	22 303
Locaux et matériel		10 080	9 823	20 113	19 158
Communications et technologie		12 901	11 406	24 418	21 930
Intérêts		2 977	4 063	7 232	8 706
Frais d'administration		21 836	20 440	45 905	41 263
Amortissement		7 475	6 020	14 847	12 581
Frais de développement		3 625	7 671	8 760	12 501
Frais de restructuration	15	—	5 486	2 383	5 486
		211 326	184 262	433 594	362 380
Résultat avant impôt sur le résultat		24 945	(956)	48 233	8 157
Impôt sur le résultat (recouvrement)					
Exigible		10 250	607	12 651	(1 572)
Différé		(2 919)	(1 483)	(901)	1 926
	8	7 331	(876)	11 750	354
Résultat net de la période		17 614 \$	(80) \$	36 483 \$	7 803 \$
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de GCGI		17 109 \$	(383) \$	35 190 \$	8 358 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		505 \$	303 \$	1 293 \$	(555) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
De base		91 070	94 486	91 943	94 622
Dilué		101 059	s. o.	100 991	103 364
Résultat net par action ordinaire					
De base	10iii	0,16 \$	(0,03) \$	0,32 \$	0,03 \$
Dilué	10iii	0,14 \$	(0,03) \$	0,29 \$	0,02 \$
Dividendes par action ordinaire	11	0,10 \$	0,05 \$	0,15 \$	0,10 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	11	0,34 \$	0,34 \$	0,69 \$	0,69 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	11	0,36 \$	0,36 \$	0,72 \$	0,72 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Résultat net de la période	17 614 \$	(80) \$	36 483 \$	7 803 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger	2 326	18 026	(11 154)	35 573
Résultat global de la période	19 940 \$	17 946 \$	25 329 \$	43 376 \$
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	19 961 \$	17 637 \$	23 188 \$	45 348 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(21) \$	309 \$	2 141 \$	(1 972) \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les semestres clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Actions privilégiées au début et à la fin de la période	9	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de la période		653 189	638 456
Actions émises relatives aux paiements fondés sur des actions		10 143	10 606
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(52 029)	(8 086)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		14 396	14 414
Actions annulées		(3 852)	(11 407)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(6 356)	7 891
Actions ordinaires à la fin de la période	10	615 491	651 874
Surplus d'apport au début de la période		74 037	85 981
Paiements fondés sur des actions		(484)	(6 067)
Actions annulées		1 581	2 954
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		3 156	(6 028)
Surplus d'apport à la fin de la période		78 290	76 840
Résultats non distribués au début de la période		144 799	126 203
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGL		35 190	8 358
Dividendes sur actions privilégiées	11	(5 996)	(5 881)
Dividendes sur actions ordinaires	11	(10 616)	(10 294)
Résultats non distribués à la fin de la période		163 377	118 386
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		91 014	(7 118)
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGL		(12 002)	36 990
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		79 012	29 872
Total des capitaux propres des actionnaires		1 141 811	1 082 613
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		14 912	16 169
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(200)	(1 822)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		2 141	(1 972)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(1 723)	—
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		15 130	12 375
Total des capitaux propres		1 156 941 \$	1 094 988 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les semestres clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2014	30 septembre 2013
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		36 483 \$	7 803 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		14 847	12 581
(Recouvrement) charge d'impôt différé		(901)	1 926
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	12	25 923	29 259
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Diminution des titres détenus		98 685	3 160
Diminution des créances clients		79 282	258 632
Augmentation (diminution) de l'impôt sur le résultat à payer		3 179	(12 602)
(Diminution) augmentation des titres vendus à découvert		(136 838)	25 560
Diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(117 026)	(436 265)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		3 634	(109 946)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Dette bancaire		—	17 292
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(52 029)	(8 086)
Achat d'actions aux fins d'annulation		(2 271)	(8 453)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(10 199)	(10 294)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(5 996)	(5 881)
Produit tiré de l'exercice d'options sur actions		1 263	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(69 232)	(15 422)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(1 223)	(5 517)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(7 541)	—
Participation dans Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited		—	(699)
Participation dans Canadian First Financial Holdings Limited (Canadian First)		—	(5 000)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(8 764)	(11 216)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		469	5 744
Diminution de la situation de trésorerie		(73 893)	(130 840)
Situation de trésorerie au début de la période		364 296	491 012
Situation de trésorerie à la fin de la période		290 403 \$	360 172 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		7 541 \$	12 636 \$
Intérêts payés		6 585 \$	8 036 \$
Impôt sur le résultat payé		10 992 \$	6 732 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01

Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à Singapour et à la Barbade. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); elle est maintenue sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (TSX) et sous le symbole CF sur le marché principal de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Ses activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02

Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels, et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2014 et pour l'exercice clos à cette date (les « états financiers consolidés du 31 mars 2014 ») déposés sur SEDAR le 4 juin 2014. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2014.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus et les titres vendus à découvert, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 5 novembre 2014.

UTILISATION D'ESTIMATION ET D'HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date de clôture. Les éléments qui requièrent des estimations significatives comprennent les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé liés aux pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers et les provisions, qui sont détaillés à la note 2 des états financiers consolidés du 31 mars 2014.

MODIFICATIONS FUTURES AUX MÉTHODES COMPTABLES

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, les modifications futures aux méthodes comptables présentées à la note 4 des états financiers consolidés du 31 mars 2014 n'ont fait l'objet d'aucune mise à jour, à l'exception de ce qui suit :

IFRS 9, Instruments financiers (IFRS 9)

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, réunissant ainsi les phases de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et toutes les versions précédentes de l'IFRS 9.

L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de ces changements.

NOTE 03**Résumé des principales méthodes comptables**

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, aucune modification importante n'a été apportée aux méthodes comptables énoncées à la note 5 des états financiers consolidés du 31 mars 2014, à l'exception des nouvelles norme et interprétation suivantes, qui ont été adoptées et ont pris effet en date du 1^{er} avril 2014 :

IAS 32, COMPENSATION D'ACTIFS FINANCIERS ET DE PASSIFS FINANCIERS (IAS 32)

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 32 visant à clarifier les exigences pour la compensation des instruments financiers et à remédier au manque d'uniformité, dans la pratique courante, dans l'application des critères de compensation de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. Les modifications, qui doivent être appliquées de manière rétrospective, entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, et l'application anticipée est permise. La Société a adopté l'IAS 32 en date du 1^{er} avril 2014, ce qui n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

INTERNATIONAL FINANCIAL REPORTING INTERPRETATIONS COMMITTEE (IFRIC) 21, DROITS OU TAXES

En mai 2013, l'IASB a publié une nouvelle interprétation de l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui donne des directives sur le moment où il faut comptabiliser un passif au titre des droits ou des taxes imposés par un gouvernement, tant pour les droits et les taxes comptabilisés selon l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, que pour ceux dont l'échéance et le montant sont certains. Cette interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 de manière rétrospective. La Société a adopté l'IFRIC 21 en date du 1^{er} avril 2014, ce qui n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

NOTE 04**Titres détenus et titres vendus à découvert**

	30 septembre 2014		31 mars 2014	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	791 173 \$	680 611 \$	924 149 \$	823 148 \$
Actions et débentures convertibles	250 147	96 626	219 052	90 765
	1 041 320 \$	777 237 \$	1 143 201 \$	913 913 \$

Au 30 septembre 2014, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2014 à 2064 (de 2014 à 2097 au 31 mars 2014) et portaient intérêt à des taux allant de 0,0 % à 15,0 % (de 0,0 % à 15,0 % au 31 mars 2014).

NOTE 05

Instruments financiers

Au 30 septembre 2014, les catégories d'instruments financiers autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, détenus par la Société, se présentaient comme suit :

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Prêts et emprunts	Total
Actifs financiers					
Titres détenus	1 041 320 \$	— \$	— \$	— \$	1 041 320 \$
Montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières	—	—	1 796 597	—	1 796 597
Montants à recevoir des clients	—	—	504 727	—	504 727
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	275 390	—	275 390
Autres créances clients	—	—	102 451	—	102 451
Placements	—	9 920	—	—	9 920
Total des actifs financiers	1 041 320 \$	9 920 \$	2 679 165 \$	— \$	3 730 405 \$
Passifs financiers					
Titres vendus à découvert	777 237 \$	— \$	— \$	— \$	777 237 \$
Montants à payer aux courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	1 493 002	1 493 002
Montants à payer aux clients	—	—	—	1 009 054	1 009 054
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	244 786	244 786
Provisions	—	—	—	9 509	9 509
Dettes subordonnée	—	—	—	15 000	15 000
Total des passifs financiers	777 237 \$	— \$	— \$	2 771 351 \$	3 548 588 \$

Au 31 mars 2014, les catégories d'instruments financiers autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, détenus par la Société, se présentaient comme suit :

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Prêts et emprunts	Total
Actifs financiers					
Titres détenus	1 143 201 \$	— \$	— \$	— \$	1 143 201 \$
Montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières	—	—	2 006 183	—	2 006 183
Montants à recevoir des clients	—	—	418 799	—	418 799
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	259 614	—	259 614
Autres créances clients	—	—	101 302	—	101 302
Placements	—	9 977	—	—	9 977
Total des actifs financiers	1 143 201 \$	9 977 \$	2 785 898 \$	— \$	3 939 076 \$
Passifs financiers					
Titres vendus à découvert	913 913 \$	— \$	— \$	— \$	913 913 \$
Montants à payer aux courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	1 659 617	1 659 617
Montants à payer aux clients	—	—	—	965 229	965 229
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	253 087	253 087
Dettes subordonnée	—	—	—	15 000	15 000
Total des passifs financiers	913 913 \$	— \$	— \$	2 892 933 \$	3 806 846 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale.

HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 30 septembre 2014, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	30 septembre 2014	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	30 septembre 2014 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	37 066 \$	— \$	37 066 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	754 107	220 621	533 486	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	791 173	220 621	570 552	—
Actions	247 076	228 964	17 550	562
Débitures convertibles	3 071	—	309	2 762
Actions et débitures convertibles	250 147	228 964	17 859	3 324
	1 041 320	449 585	588 411	3 324
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	16 323	—	16 323	—
Titres de créance de gouvernements	664 288	224 725	439 563	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	680 611	224 725	455 886	—
Actions	96 626	94 356	2 270	—
	777 237	319 081	458 156	—
Placements disponibles à la vente	9 920	—	4 190	5 730

Au 31 mars 2014, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2014	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2014 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	41 181 \$	— \$	41 181 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	882 968	357 917	525 051	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	924 149	357 917	566 232	—
Actions	201 666	175 228	26 125	313
Débetures convertibles	5 501	—	2 801	2 700
Placements privés	11 885	—	—	11 885
Actions et débetures convertibles	219 052	175 228	28 926	14 898
	1 143 201	533 145	595 158	14 898
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(31 017)	—	(31 017)	—
Titres de créance de gouvernements	(792 131)	(366 894)	(425 237)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(823 148)	(366 894)	(456 254)	—
Actions	(90 765)	(83 166)	(7 599)	—
	(913 913)	(450 060)	(463 853)	—
Placements disponibles à la vente	9 977	—	4 247	5 730

Variation des actifs financiers de niveau 3

31 mars 2014	20 628 \$
Transfert vers les actifs de niveau 1	(11 885)
Divers	311
30 septembre 2014	9 054 \$

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, 11,9 millions \$ d'actifs de niveau 3 ont été transférés au niveau 1, car les actions d'une société à capital fermé ont été inscrites en Bourse au Royaume-Uni.

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR

Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les investissements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements et dans des actions et des titres de créance convertibles. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des actions et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Placements disponibles à la vente

Les placements disponibles à la vente comprennent le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 4,2 millions \$ au 30 septembre 2014 (4,2 millions \$ au 31 mars 2014). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen de l'approche axée sur le marché.

Les placements disponibles à la vente comprenaient également le placement de la Société dans Canadian First Financial Holdings Limited (Canadian First), dont la juste valeur estimée s'élève à 5,7 millions \$ au 30 septembre 2014 (5,7 millions \$ au 31 mars 2014). La juste valeur du placement dans Canadian First est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. En l'absence de tout indicateur de marché, le coût historique est utilisé.

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la juste valeur des placements disponibles à la vente entraînerait une augmentation ou une diminution d'environ 0,7 million \$ des autres éléments du résultat global.

Placements privés détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements privés classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix de ces placements privés sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces cours sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des opérations récentes et sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements privés au 30 septembre 2014 s'établissait à néant (11,9 millions \$ au 31 mars 2014).

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
30 septembre 2014	148 530 \$	99 169 \$	62 852 \$	187 459 \$
31 mars 2014	158 430	41 290	41 253	190 689

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour tenter d'atténuer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Les contrats à terme en cours au 30 septembre 2014 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	17,3 \$ US	1,12 \$ (\$ CA/\$ US)	3 octobre 2014	(24) \$
Pour acheter des dollars américains	4,3 \$ US	1,12 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} octobre 2014	7 \$
Pour acheter des livres sterling (£)	2,5 £	1,81 \$ (\$ CA/£)	31 octobre 2014	4 \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2014 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	13,8 \$ US	1,11 \$ (\$ CA/\$ US)	3 avril 2014	11 \$
Pour acheter des dollars américains	5,5 \$ US	1,10 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2014	13 \$
Pour acheter des livres sterling (£)	2,5 £	1,84 \$ (\$ CA/£)	30 avril 2014	7 \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 30 septembre 2014, leur échéance moyenne pondérée était de 131 jours (115 jours au 31 mars 2014). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme aux 30 septembre 2014 et 31 mars 2014. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	30 septembre 2014			31 mars 2014		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	5 416 \$	(5 432) \$	309 775 \$	1 359 \$	(1 365) \$	327 386 \$

Contrats à terme standardisés

Les activités canadiennes de la Société sont partie à la négociation de contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2014, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à 0,3 million \$ (néant au 31 mars 2014).

Les activités canadiennes de la Société négocient aussi des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2014, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à 4,3 millions \$ (3,8 millions \$ US) (néant au 31 mars 2014).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

NOTE 06

Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Courtiers en valeurs mobilières	1 796 597 \$	2 006 183 \$
Clients	504 727	418 799
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	275 390	259 614
Divers	102 451	101 302
	2 679 165 \$	2 785 898 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Courtiers en valeurs mobilières	1 493 002 \$	1 659 617 \$
Clients	1 009 054	965 229
Divers	244 786	253 087
	2 746 842 \$	2 877 933 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges des organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants dus aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 septembre 2014, et respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2014).

Au 30 septembre 2014, la provision pour créances douteuses était de 14,4 millions \$ (13,2 millions \$ au 31 mars 2014).

NOTE 07**Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée**

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquises par l'entremise des regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie (UGT) de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	30 septembre 2014	31 mars 2014	30 septembre 2014	31 mars 2014	30 septembre 2014	31 mars 2014
Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	242 074 \$	242 074 \$	287 004 \$	287 004 \$
Royaume-Uni et Europe	—	—	94 323	95 789	94 323	95 789
États-Unis	—	—	8 050	7 942	8 050	7 942
Autres établissements à l'étranger (Chine)	—	—	4 428	4 764	4 428	4 764
Autres établissements à l'étranger (Australie)	190	195	21 527	22 537	21 717	22 732
Autres établissements à l'étranger (Singapour)	—	—	31 349	31 539	31 349	31 539
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	97 856	99 322	97 856	99 322
Royaume-Uni et Europe	—	—	10 773	10 940	10 773	10 940
	45 120 \$	45 125 \$	510 380 \$	514 907 \$	555 500 \$	560 032 \$

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté à une UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 30 septembre 2014.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie approuvées par la haute direction. Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme décrites ci-après, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chaque UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % pour le Canada ainsi que le Royaume-Uni et l'Europe (12,5 % au 31 mars 2014), de 14,0 % pour l'Australie, Singapour et les États-Unis (14,0 % au 31 mars 2014) et de 20,0 % pour la Chine (20,0 % au 31 mars 2014). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chaque UGT reposent sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-avant, et, pour la période de cinq ans commençant le 1^{er} octobre 2015 (la « période de prévisions »), elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés allant de 9,0 % à 15,0 % (de 9,0 % à 15,0 % au 31 mars 2014) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Les taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés utilisés ont été de 10,0 % pour le Canada, de 10,0 % pour le Royaume-Uni et l'Europe, de 10,0 % pour les États-Unis et de 12,7 % à 15,0 % pour les Autres établissements à l'étranger pour le secteur Canaccord Genuity, et de 9,0 % pour le Royaume-Uni et l'Europe pour le secteur Gestion de patrimoine

Canaccord Genuity. Les estimations de la direction à l'égard des augmentations des produits des activités ordinaires d'une année à l'autre, pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2015 (date de début de la période de prévisions), varient de 0,0 % à 9,0 % pour chaque UGT, à l'exception des autres établissements à l'étranger. Les UGT des autres établissements à l'étranger en sont à un stade précoce de développement et, par conséquent, les produits des activités ordinaires de la période de 12 mois la plus récente sont à des niveaux de base relativement bas. Ainsi, les estimations pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2015 à l'égard de ces UGT varient de 1,0 fois à 5,0 fois les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2014. Le taux de croissance final utilisé pour les UGT situées au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe a été de 3,0 % (3,0 % pour les UGT situées au Canada au 31 mars 2014) et de 5,0 % (5,0 % au 31 mars 2014) pour celles situées dans tous les autres établissements.

Le test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation intermédiaire du 30 septembre 2014 à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir des diminutions raisonnablement possibles des taux de croissance et des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation sur les montants recouvrables des UGT, toutes les autres hypothèses demeurant constantes.

Le test de dépréciation intermédiaire de la Société a établi que la valeur recouvrable des UGT des autres établissements à l'étranger (Singapour et Chine) dépasse de respectivement 8,9 millions \$ et 2,5 millions \$ la valeur comptable; par conséquent, une diminution raisonnablement possible des taux de croissance ou une augmentation raisonnablement possible des taux d'actualisation pourrait donner lieu à une perte de valeur du goodwill attribué à ces UGT. Par suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 2,1 points de pourcentage pour Singapour (passant de 14,0 % à 16,1 %) et de 5,9 points de pourcentage pour la Chine (passant de 20,0 % à 25,9 %), ou d'une diminution du taux de croissance annuel composé pour la période de cinq ans commençant le 30 septembre 2015 de 5,7 points de pourcentage pour Singapour (passant de 12,7 % à 7,0 %) et de 11,3 points de pourcentage pour la Chine (passant de 15,0 % à 3,7 %), ou d'une baisse des estimations relatives aux produits des activités ordinaires pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2015 de l'ordre de 0,85 fois à 4,0 fois les produits des activités ordinaires comptabilisés au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2014, la valeur recouvrable serait égale à la valeur comptable.

NOTE 08 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné ou le taux d'impôt de l'État du fait des éléments qui suivent :

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi (26,0 % à l'exercice 2015; 26,0 % à l'exercice 2014)	6 485 \$	(249) \$	12 540 \$	2 121 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(752)	65	256	60
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	1 155	548	1 294	1 411
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	66	107	311	565
Écart de taux d'impôt	(257)	(254)	(1 111)	(863)
Pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées (utilisation des pertes fiscales antérieurement non comptabilisées)	634	(1 093)	(1 540)	(2 940)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – montant courant et différé	7 331 \$	(876) \$	11 750 \$	354 \$

NOTE 09 Actions privilégiées

	30 septembre 2014		31 mars 2014	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions propres	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 16 des états financiers consolidés du 31 mars 2014.

NOTE 10

Actions ordinaires

	30 septembre 2014		31 mars 2014	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	719 181 \$	102 163 377	713 140 \$	101 471 456
Actions rachetées dans le cadre de l'OPRCNA aux fins d'annulation	—	—	(250)	(45 600)
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(27 630)	(3 683 613)	(21 275)	(3 576 051)
Actions détenues dans le cadre du RILT	(76 060)	(7 375 428)	(38 426)	(4 734 446)
	615 491 \$	91 104 336	653 189 \$	93 115 359

i] AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii] ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2014	101 471 456	713 140 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	1 062 228	8 275
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	213 188	1 868
Actions annulées	(583 495)	(4 102)
Solde au 30 septembre 2014	102 163 377	719 181 \$

Le 5 août 2014, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 13 août 2014 au 12 août 2015, jusqu'à concurrence de 5 100 049 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2014 et le 30 septembre 2014, 264 200 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA et ont été par la suite annulées.

iii] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	17 109 \$	(383) \$	35 190 \$	8 358 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 921)	(2 921)	(5 919)	(5 881)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	14 188	(3 304)	29 271	2 477
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	91 070 283	94 485 745	91 943 163	94 622 479
Résultat de base par action	0,16 \$	(0,03) \$	0,32 \$	0,03 \$
Résultat dilué par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	14 188	(3 304)	29 271	2 477
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	91 070 283	s. o.	91 943 163	94 622 479
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	6 106 721	s. o.	5 461 713	3 802 285
Effet dilutif dans le cadre des autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	3 881 612	s. o.	3 585 810	4 939 145
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	101 058 616	s. o.	101 990 686	103 363 909
Résultat dilué par action ordinaire	0,14 \$	(0,03) \$	0,29 \$	0,02 \$

NOTE 11 Dividendes**DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES**

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants pour le semestre clos le 30 septembre 2014 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
29 août 2014	10 septembre 2014	0,05 \$	5 106 \$
20 juin 2014	2 juillet 2014	0,05 \$	5 093 \$

Le 5 novembre 2014, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel en espèces de 0,05 \$ par action ordinaire et un dividende exceptionnel de 0,05 \$ par action ordinaire payables le 10 décembre 2014 aux actionnaires ordinaires inscrits le 21 novembre 2014 (note 16).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour le semestre clos le 30 septembre 2014 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
19 septembre 2014	30 septembre 2014	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
13 juin 2014	30 juin 2014	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$

Le 5 novembre 2014, le conseil a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2014 aux actionnaires privilégiés de série A inscrits le 19 décembre 2014 (note 16).

Le 5 novembre 2014, le conseil a également approuvé un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2014 aux actionnaires privilégiés de série C inscrits le 19 décembre 2014 (note 16).

NOTE 12 Régimes de paiements fondés sur des actions**ij RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel a été constituée. Avant le 30 juin 2014, pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société a attribué des actions ordinaires et celles-ci ont été émises à même le capital auprès des participants du régime par suite de l'acquisition des droits se rattachant à ces unités.

Avec prise d'effet en juin 2014, des fiducies pour les avantages sociaux des employés ont également été constituées aux États-Unis et au Royaume-Uni. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies pour les avantages du personnel (les « fiducies ») des fonds que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles. La Société a aussi l'option d'émettre des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants du régime par suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur le prix d'achat des actions par les fiducies sur le marché libre et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits qui est généralement de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de la période close le 30 septembre 2014 s'est établie à 11,76 \$ (6,11 \$ au cours de la période close le 30 septembre 2013).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2014	10 583 243
Attributions	4 625 410
Actions dont les droits sont acquis	(2 811 577)
Actions auxquelles il a été renoncé	(390 096)
Attributions en cours au 30 septembre 2014	12 006 980

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2014	4 734 446
Actions acquises	4 402 542
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 761 560)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 30 septembre 2014	7 375 428

ii] OPTIONS SUR ACTIONS

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société au 30 septembre 2014, et des variations survenues au cours de la période close à cette date :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 mars 2014	1 959 632	9,23 \$
Attribuées	—	—
Exercées	(177 318)	9,47 \$
Options auxquelles il a été renoncé	—	—
Solde au 30 septembre 2014	1 842 314	9,21 \$

Le tableau suivant présente le sommaire des options sur actions en cours au 30 septembre 2014 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
7,21 \$ – 9,48 \$	1 842 314	2,39	9,21 \$	1 842 314	9,21 \$

iii] CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Régime d'intéressement à long terme	8 819 \$	9 561 \$	17 496 \$	16 499 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	2 911	3 104	5 312	6 827
Régime incitatif de CSH	625	1 780	1 960	2 950
Régimes de remplacement d'actions	(73)	976	(12)	1 798
Options sur actions	121	277	215	475
Unités d'actions différées	(155)	85	382	(4)
Divers	285	385	570	714
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	12 533 \$	16 168 \$	25 923 \$	29 259 \$

NOTE 13

Transactions entre parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Dettes fournisseurs et charges à payer	336 \$	4 769 \$

NOTE 14 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et aux États-Unis. Les activités des Autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord Genuity (Barbados) Ltd., Canaccord Genuity Asia et la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia et sont aussi incluses dans Canaccord Genuity.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni et de l'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte, parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et à la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs d'exploitation. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Pour les trimestres clos les

	30 septembre 2014				30 septembre 2013			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	168 809 \$	58 643 \$	2 917 \$	230 369 \$	124 189 \$	47 866 \$	5 119 \$	177 174 \$
Produits d'intérêts	1 806	2 780	1 316	5 902	2 502	2 377	1 253	6 132
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	134 101	49 635	13 513	197 249	108 102	43 236	9 684	161 022
Amortissement	3 995	3 036	444	7 475	3 319	2 287	414	6 020
Frais de développement	1 356	1 932	337	3 625	4 412	2 877	382	7 671
Charges d'intérêts	2 507	187	283	2 977	3 565	119	379	4 063
Frais de restructuration	—	—	—	—	5 486	—	—	5 486
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	28 656	6 633	(10 344)	24 945	1 807	1 724	(4 487)	(956)
Imputations intersectorielles	3 392	5 975	(9 367)	—	1 833	5 062	(6 895)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	25 264 \$	658 \$	(977) \$	24 945 \$	(26) \$	(3 338) \$	2 408 \$	(956) \$

	Pour les semestres clos les							
	30 septembre 2014				30 septembre 2013			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	345 871 \$	118 537 \$	5 213 \$	469 621 \$	252 809 \$	99 029 \$	5 762 \$	357 600 \$
Produits d'intérêts	3 989	5 370	2 847	12 206	5 088	5 034	2 815	12 937
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	273 801	100 572	25 999	400 372	215 192	87 675	20 239	323 106
Amortissement	7 961	6 042	844	14 847	7 010	4 691	880	12 581
Frais de développement	3 725	4 346	689	8 760	6 510	5 183	808	12 501
Charges d'intérêts	6 248	344	640	7 232	7 697	262	747	8 706
Frais de restructuration	—	783	1 600	2 383	5 486	—	—	5 486
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	58 125	11 820	(21 712)	48 233	16 002	6 252	(14 097)	8 157
Imputations intersectorielles	6 091	11 367	(17 458)	—	4 136	11 503	(15 639)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	52 034 \$	453 \$	(4 254) \$	48 233 \$	11 866 \$	(5 251) \$	1 542 \$	8 157 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans les Autres établissements à l'étranger. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique :

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Canada	104 380 \$	61 692 \$	198 512 \$	123 191 \$
Royaume-Uni et Europe	78 696	68 766	153 570	136 233
États-Unis	41 106	44 357	103 606	97 758
Autres établissements à l'étranger	12 089	8 491	26 139	13 355
	236 271 \$	183 306 \$	481 827 \$	370 537 \$

NOTE 15**Provisions et éventualités****PROVISIONS**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours du semestre clos le 30 septembre 2014 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2014	7 412 \$	2 922 \$	10 334 \$
Ajouts	1 456	2 383	3 839
Utilisées	(998)	(2 889)	(3 887)
Solde au 30 juin 2014	7 870	2 416	10 286
Ajouts	1 199	—	1 199
Utilisées	(325)	(1 288)	(1 613)
Recouvrements	(363)	—	(363)
Solde au 30 septembre 2014	8 381 \$	1 128 \$	9 509 \$

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2014, la Société a engagé des frais de restructuration de 2,4 millions \$ en lien avec certains changements apportés à la haute direction au Canada et avec des frais liés à la fermeture de bureaux au Royaume-Uni et en Europe.

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Au cours de la période close le 30 septembre 2014, il n'y a pas eu de changement important aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à ceux décrits aux notes 24 et 25 des états financiers consolidés du 31 mars 2014, à l'exception de ce qui suit.

En 2002, deux poursuites ont été intentées devant la Cour supérieure du Québec contre La Corporation Canaccord Genuity et d'autres défenderesses, y compris un autre courtier en valeurs mobilières. Dans les deux cas, il s'agit de recours collectifs qui comportent des allégations de pratiques illicites de négociation et de déclaration par la Société et une autre défenderesse et des allégations que la Société a fait preuve de négligence dans le cadre d'un placement privé en 2000. Le début des audiences était prévu pour septembre 2014, mais les poursuites ont été entièrement réglées après le 30 septembre 2014, par l'approbation d'une entente de règlement par la cour (donnée le 27 octobre 2014). Si la période d'appel de 30 jours vient à échéance sans que la cause ait été portée en appel, la Société devra payer sa quote-part du règlement. Ce montant est inférieur aux provisions comptabilisées par la Société à cet égard au 30 septembre 2014.

Certaines réclamations ont été invoquées contre la Société en ce qui a trait à la vente au Royaume-Uni de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux, et elles pourraient être importantes si les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer si ces réclamations sont probables et si elles peuvent être évaluées changent au cours des futures périodes. Dans cette éventualité, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision à l'égard d'une issue défavorable qui pourrait avoir une incidence néfaste importante sur la situation financière de la Société. Le report d'impôt total estimatif obtenu par les clients de la Société à l'égard de ces produits lorsqu'ils ont été achetés par ces clients de 2006 à 2009 est estimé à 15,2 millions \$. Les litiges en cours au Royaume-Uni relativement à l'imposition de produits similaires vendus par d'autres conseillers financiers (les « litiges ») et l'application conformément aux récentes annonces de l'autorité fiscale du Royaume-Uni pourraient se traduire par des passifs d'impôt supérieurs au montant du report d'impôt initial pour les acheteurs de ces produits. Le passif d'impôt éventuel supérieur au montant du report d'impôt initial pour les clients de la Société est estimé à 15,4 millions \$. L'issue probable des litiges et son incidence sur l'imposition relativement à cette question ainsi que la probabilité d'une perte pour la Société relativement à toute réclamation invoquée contre la Société, ou qui pourrait l'être, ne peuvent être déterminées à la date de clôture des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 30 septembre 2014, n'avaient pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

NOTE 16

Événement postérieur à la date de clôture

DIVIDENDES

Le 5 novembre 2014, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action ordinaire et un dividende exceptionnel de 0,05 \$ par action ordinaire payables le 10 décembre 2014 aux actionnaires ordinaires inscrits le 21 novembre 2014; un dividende de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2014 aux actionnaires inscrits le 19 décembre 2014; un dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2014 aux actionnaires inscrits le 19 décembre 2014.

Cette page a été laissée en blanc intentionnellement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF
Bourse de Londres : CF.

Actions privilégiées :
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@canaccordgenuitygroup.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Scott Davidson

Vice-président à la direction, chef mondial,
Développement de l'entreprise et stratégie
Téléphone : 416.869.3875
Courriel : scott.davidson@canaccord.com

Le rapport annuel 2014 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Date de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2015

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T3/15	4 février 2015	20 mars 2015	31 mars 2015	27 février 2015	10 mars 2015
T4/15	1 ^{er} juin 2015	19 juin 2015	30 juin 2015	19 juin 2015	2 juillet 2015

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou
numéro de télécopieur
à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com

Auditeurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Services de rédaction et de conception

The Works Design Communications Ltd.

